



45, rue Kléber
92300 LEVALLOIS- PERRET

FRANCE ACTIVE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

FRANCE ACTIVE

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901
Siège social : 3 rue Franklin 93100 Montreuil
SIREN : 344 891 668

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

A l'assemblée générale de l'association FRANCE ACTIVE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association FRANCE ACTIVE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application des règlements ANC n°2022-06 et ANC n°2023-03 exposées au paragraphe « 2.1 – Conventions Générales comptables appliquées » de l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

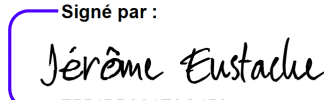
En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Forvis Mazars SA

Levallois- Perret, le 27 mai 2026

Signé par :

 7554BB361E9C450...

Jérôme Eustache

Associé

Comptes annuels

FA

TOUR CITYSCOPE - 3 RUE FRANKLIN
93100 MONTREUIL
0153246948

Du 01/01/2025 **au** 31/12/2025

Sommaire

Page de garde FA

Introduction

Bilan Actif

Bilan Passif

Compte de résultat

Annexes comptable

Immobilisations

Amortissements

Immobilisations Financières

Provisions

Etat des échéances des créances et dettes

Détail des dettes Charges à payer

Détail des créances et des produits à recevoir

Charges et Produits constatés d'avance

Fonds associatifs et autres fonds P1

Fonds associatifs et autres fonds P2

Variation des fonds dédiés

Subventions d'investissements

Etat des principales ressources d'exploitation de l'association

Hors Bilan

ANNEXE DES COMPTES ANNUELS ARRETES AU 31/12/25

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2025 dont le total est de 65 158 714 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 193 909 euros avant affectation.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025.

==_==_==_==_==

BILAN ACTIF

Bilan - Actif				
	Brut	Amortissements et dépréciations	N	N-1
Frais d'établissement (I)				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles :				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	10 675 687	8 201 194	2 474 493	2 779 971
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes	148 219	22 430	125 789	95 166
Immobilisations corporelles :				
Terrains				
Constructions				
Instal. techn., mat. et out. indus.	740 443	338 321	402 122	471 260
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières :				
Participations	9 422 155		9 422 155	9 422 155
Créances rattachées à des participations			0	
Autres titres immobilisés	457		457	457
Prêts	20 925		20 925	20 925
Autres immobilisations financières	9 627 452	2 407 956	7 219 496	9 874 936
TOTAL ACTIF IMMOBILISE (II)	30 635 338	10 969 902	19 665 436	22 664 871
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances :				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	799 182	28 290	770 892	782 010
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	19 294 690		19 294 690	13 402 133
Charges constatées d'avance	371 164		371 164	337 869
Valeurs mobilières de placement	9 047 348	-24 878	9 072 226	12 999 523
Instruments financiers à terme et jetons détenus				
Disponibilités	15 984 307		15 984 307	4 255 235
TOTAL ACTIF CIRCULANT (III)	45 496 690	3 412	45 493 278	31 776 770
Frais d'émissions des emprunts (IV)				
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Ecart conversion et différences d'évaluation actif (VI)				
TOTAL GENERAL ACTIF (I + II + III + IV + V + VI)	76 132 028	10 973 314	65 158 714	54 441 640

BILAN PASSIF

Bilan - Passif		
	N	N-1
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise	3 702 098	3 702 098
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	3 702 098	3 702 098
Fonds propres avec droit de reprise	28 768 626	19 789 093
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	28 768 626	19 789 093
Ecart de réévaluation	17 031	17 031
Réserves	9 739 912	9 624 346
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	9 739 912	9 624 346
Autres réserves		
Report à nouveau	5 313 786	5 196 912
Excédent ou déficit de l'exercice	193 909	232 439
Situation nette (sous total)	47 735 362	38 561 919
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	324 183	413 818
Provisions réglementées		
TOTAL (I) - FONDS PROPRES	48 059 545	38 975 738
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL (II) - FONDS REPORTES ET DEDIES	0,00	0,00
PROVISIONS		
Provisions pour risques	2 997 145	3 006 196
Provisions pour charges	42 609	41 192
TOTAL (III) - PROVISIONS	3 039 754	3 047 388
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emp. dettes / Ets Crédit	1 500 000	1 300 340
Emp. dettes fin. divers	395 788	395 788
Instruments financiers à terme		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	729 968	632 625
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	155 298	400 412
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	4 395 223	5 752 806
Produits constatés d'avance	6 883 138	3 936 544
TOTAL (IV) - DETTES	14 059 415	12 418 514
Ecart conv. et différences d'évaluation passif (V)		
TOTAL GENERAL PASSIF (I + II + III + IV + V)	65 158 714	54 441 640

COMPTE DE RESULTAT

Compte de résultat		
	31/12/2025	31/12/2024
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	15 690	21 050
Ventes de biens et services	2 750 470	2 598 754
Ventes de biens		
<i>dont vente de dons en nature</i>		
Ventes de prestations de service	2 750 470	2 598 754
<i>dont parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs	9 645 281	11 196 236
Concours publics et subventions d'exploitation	9 151 705	9 968 545
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommptible		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	493 576	1 227 691
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions	221 021	
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	2 980 128	2 294 466
Total pds d'expl. (I)	15 612 590	16 110 506
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock march.		
Autres achats et charges externes	8 501 636	7 538 713
Aides financières	5 311 331	5 895 559
Impôts, taxes et versements assimilés	106 130	160 272
Salaires		
Cotisations sociales		
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 225 897	1 338 169
Dotations aux provisions	246 866	506 145
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	23 186	179 160
Total charges d'expl. (II)	15 415 046	15 618 017
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	197 544	492 490
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et prod. ass.	332 910	390 142
Reprises sur dépréciations et provisions	498 901	247 810
Différences positives de change		
Produits des immobilisations financières cédées		
Produits nets sur cessions v.m.p. et instruments de tréso		
Total Produits fin. (III)	831 811	637 952
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	426 099	400 430
Intérêts et charges assimilés	268 390	278 879
Différences négatives de change	111	1 257
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
Charges nettes sur cessions v.m.p. et instruments de tréso		
Total Charges fin. (IV)	694 600	680 566
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	137 211	-42 615
3. RES. COURANT AVANT IMPOT (I - II + III - IV)	334 755	449 875
PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)		98 700
CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)		134 699
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	0	-35 999
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	140 846	181 437
TOTAL PRODUITS (I+III+V)	16 444 401	16 847 158
TOTAL CHARGES (II+IV+VI+VII+VIII)	16 250 492	16 614 719
EXCEDENT OU DEFICIT	193 909	232 439
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature	42 135	12 764
Bénévolat	12 667	10 167
TOTAL	54 803	22 931
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature	(42 135)	(12 764)
Personnel bénévole	(12 667)	(10 167)
TOTAL	(54 803)	(22 931)

I. INFORMATIONS GENERALES - FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

1.1 Présentation de l'objet social de l'association

L'association a pour objet de donner aux entrepreneurs engagés au service de l'utilité sociale, de l'emploi et des territoires, les moyens de créer et de développer leur projet.

L'association participe ainsi au développement de l'insertion et de l'économie sociale et solidaire.

L'association anime le réseau France Active, composé d'associations territoriales et de structures nationales qui contribuent, chacune dans le respect de leurs statuts et de leurs contraintes propres, à la réalisation de l'objet social de l'association.

L'apport des concours nécessaires à la réussite de ces initiatives s'appuie sur la confluence des compétences professionnelles et humaines des associations, des instruments financiers, des pouvoirs publics, des collectivités territoriales et leurs établissements publics.

1.2 Présentation de la nature et du périmètre des activités de l'association

L'activité principale de l'association France Active est l'accompagnement et l'expertise financière de projets économiques et d'utilité sociale menés pour des personnes morales ou physiques relevant de son public cible.

Cette activité d'intérêt général intègre, pour les bénéficiaires des actions associatives, la recherche et la mise en place de financements qui permettront de faire naître ou de développer les projets (via des outils financiers solidaires adaptés : Garantie pour l'octroi de prêts bancaires, Contrats d'apport pour les structures associatives d'utilité sociale...).

France Active initie ses outils d'intervention financière puis les déploie au sein de son réseau. Les comptes annuels de l'association sont donc fortement impactés par les relations que l'association entretient avec son réseau (associations indépendantes dites Associations Territoriales, AT).

Pour mener à bien son projet associatif, France Active a créé des outils juridiques et techniques, les sociétés FAG, FAI et l'association FAFI.

A noter par ailleurs qu'elle bénéficie de la mise à disposition du personnel du groupement d'employeurs France Active (GEFA) dont elle est l'un des membres.

Traduction comptable au bilan

Les outils financiers d'intervention de France Active (directs ou via les AT) figurent à l'actif du bilan au poste « Immobilisations financières ».

Les ressources obtenues pour financer ces outils figurent au passif du bilan en fonds associatifs en fonction de la nature du financement (subventions, apports affectés alloués par les partenaires

publics et privés de l'association). Ce mode de comptabilisation permet de présenter une structure de bilan cohérente et équilibrée.

Les dispositifs d'accompagnements partenariaux nationaux ou locaux gérés pour le compte des partenaires publics figurent en autres dettes (ou autres créances), les flux financiers reversés aux tiers bénéficiaires étant inscrits dans des comptes de tiers 46.

Traduction comptable au compte de résultat

Les interventions financières de l'association France Active auprès de son public sont gratuites. Les cotisations des associations territoriales pour la vie associative restent « symboliques ».

Les outils financiers sont développés et ne peuvent être renouvelés que grâce aux dotations des fonds que l'association sollicite et reçoit de ses partenaires publics et privés. Aussi, la stratégie de financement de France Active implique une recherche permanente pour l'octroi ou le renouvellement, par les partenaires, de fonds affectés aux outils financiers. Les financements ainsi obtenus font l'objet de conventions signées avec les partenaires qui souhaitent soutenir et développer les actions menées. Les fonds alloués à France Active sont souvent affectés à des outils financiers particuliers. Ainsi, il a été considéré que les financeurs ont un droit de reprise sur ces fonds qui serait déclenché par la cessation de l'affectation des sommes allouées à leur objet.

Compte tenu des modalités de mise en œuvre du projet associatif, des contraintes de fonctionnement, l'association France Active, sauf dispositions contractuelles contraires, n'a pas l'obligation de renouveler les outils financiers. Les subventions, les contrats d'apports et les autres fonds accordés pour ces outils sont alors regardés comme destinés à financer des biens financiers non renouvelables par l'association.

Le compte de résultat de France Active est donc principalement impacté par les expertises financières, les suivis opérationnels et administratifs liés aux outils financiers et par les risques découlant du non-respect des engagements pris vis-à-vis des partenaires financeurs.

Aussi, concernant les pertes et les provisions des outils financiers portés à l'actif du bilan de l'association France Active :

Lorsque l'outil est non renouvelable par l'association et financé par un fonds avec droit de reprise, le compte de résultat n'est pas impacté. L'irrecouvrabilité (perte) ou la dépréciation de l'outil financier inscrit à l'actif a pour contrepartie directe la consommation du fonds au passif, sans utilisation de comptes de charges (perte / dotation provision) ou de produits (reprise provision).

Lorsque l'outil financier est renouvelable par l'association (existence d'une disposition contractuelle spécifique) et/ou couvert par des financements sans droit de reprise, l'enregistrement des pertes et des provisions impacte le résultat de l'association France Active.

La partie 3 de l'annexe apporte toute information chiffrée relative aux pertes et aux dépréciations de l'exercice.

1.3 Faits majeurs de l'exercice

2025 a été une année compliquée entre un contexte international fortement dégradé, une instabilité gouvernementale et des incertitudes budgétaires.

Dans un tel environnement, France active a su préserver un bon niveau d'activité, garder la confiance de ses partenaires et l'engagement des équipes.

II. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

2.1 Conventions Générales comptables appliquées

Il a été fait application du règlement 2022-06 du 4 novembre 2022 modifiant le règlement ANC 2014-03 et du règlement ANC 2023-03 du 7 juillet 2023 modifiant le règlement 2018-06 (précisé et amendé par le règlement 2020-08 et 2021-02) du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes d'un exercice comptable à l'autre, indépendance des exercices, et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Changement de réglementation comptable

Les règlements ANC N°2022-06 et ANC N°2023-03 relatifs à la modernisation des états financiers, sont applicables de manière obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025.

Cette première application constitue un changement de réglementation comptable. Les dispositions des règlements ANC N°2022-06 et ANC N°2023-03 s'appliquent à compter de l'exercice de première application sans emporter de conséquences sur les comptes antérieurs, autres que les reclassements nécessaires pour se conformer aux nouveaux modèles de bilan et de compte de résultat lors du premier exercice d'application.

Le bilan et le compte de résultat sont présentés conformément aux nouveaux modèles figurant dans le règlement ANC N°2023-03. Afin de présenter le bilan et le compte de résultat de l'exercice précédent selon les nouveaux modèles, des reclassements entre les rubriques ou les postes du bilan ou du compte de résultat ont été effectués :

- Le poste « Charges constatées d'avance » avant présenté dans le poste divers de l'actif circulant est reclassé dans les créances de l'actif circulant.
- Les rubriques de produits exceptionnels : sur opérations de gestion, sur opérations en capital et reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges, sont supprimées. Les produits exceptionnels apparaissent désormais sur une seule ligne, « Total des produits exceptionnels ». Aucun produit exceptionnel n'a été constaté au cours de l'exercice 2025.

- Les rubriques de charges exceptionnelles : sur opérations de gestion, sur opérations en capital et dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions, sont supprimées. Les charges exceptionnelles apparaissent désormais sur une seule ligne « Total des charges exceptionnelles ». Aucune charge exceptionnelle n'a été constatée au cours de l'exercice 2025.

Ce changement de méthode n'a donc pas d'impact significatif sur les comptes de FA.

Hypothèses de base

- Continuité de l'exploitation ;
- Indépendance des exercices.

Permanence des méthodes

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

2.2 Changements de méthodes et de présentation, de modalités d'application

Règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif - Première année d'application – Présentation des comptes annuels

L'application du règlement ANC n°2018-06, obligatoire pour les comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020, peut conduire l'entité à des modifications de présentation de certaines lignes du bilan ou du compte de résultat entre l'année 2020 et l'année 2019.

2.3 Evénements postérieurs à l'arrêté

France Active a traversé une succession de crises depuis 2020 qui l'oblige désormais à œuvrer dans un environnement de plus en plus contraint et incertain.

S'ajoute à ce contexte déjà compliqué, la survenance en février 2026 de la guerre au Moyen Orient.

Toutes choses égales par ailleurs, la continuité de FA n'est pas remise en cause

Toutefois, la situation est évolutive et, à ce stade, il n'est pas possible d'en estimer tous les potentiels impacts.

2.4 Informations à caractère fiscal

L'Association est soumise en partie aux impôts commerciaux uniquement sur le secteur lucratif correspondant aux refacturations intra-groupe et les prestations de formation. Pour ses activités d'utilité sociale et des conditions dans lesquelles ces dernières sont exercées, le SIE ne remet pas en question la non-lucrativité et donc la non-imposition aux impôts commerciaux.

La situation fiscale actuelle de l'association est la suivante :

Nature des impôts	Nature des déclarations à déposer
Impôt sur les sociétés au taux réduit	10% 15% et 24% sur certains produits financiers (Déclaration n°2070)
Impôt sur les sociétés au taux normal	Uniquement sur le secteur lucratif (refacturation et prestations)
Taxe à la Valeur Ajoutée	Soumise à la TVA sur le secteur lucratif et au prorata sur l'ensemble des dépenses
Taxe d'habitation	N/A
CVAE	N/A
CFE	En fonction de la superficie occupée par les sociétés de capitaux
Taxe d'apprentissage	N/A
Taxe sur la formation continue	N/A
Taxe sur les salaires	N/A

L'administration fiscale a considéré que France Active pouvait être considérée comme un organisme d'intérêt général et était en mesure de délivrer des reçus fiscaux ouvrant droit à réduction d'impôt pour ses donateurs.

La sectorisation de l'activité lucrative de gestion des titres

Afin de permettre la gestion de ses participations dans des structures commerciales, sans remise en cause de sa non-lucrativité, l'association a procédé à la sectorisation de la gestion de ses titres de participation. L'activité de gestion de titres n'étant pas prépondérante.

2.5 Informations attestant le respect des conditions fixées par l'agrément des entités solidaires

Au titre de l'article b) de l'article L. 443-3-1 du code du travail, l'association a demandé un agrément en qualité « d'entreprise solidaire ».

En application du dernier alinéa de l'article L. 443-3-1 du code du travail, il convient d'indiquer dans la présente annexe que les conditions fixées pour obtenir cet agrément sont toujours respectées à la fin de l'exercice (nature juridique de l'entité solidaire et niveau de rémunération).

III. NOTES SUR LE BILAN

3.1 Immobilisations incorporelles et corporelles

✧ Cf. Tableaux des immobilisations et Tableaux des amortissements

REGLES COMPTABLES RELATIVES A LA DEFINITION, A LA VALORISATION ET LA DEPRECIATION DES ACTIFS :

Elles sont conformes aux récents règlements du Comité de la Réglementation Comptable.

ABSENCE D'IMMOBILISATIONS DECOMPOSABLES :

L'analyse de chaque catégorie d'immobilisations n'a pas fait ressortir d'immobilisations ayant un caractère décomposable, c'est-à-dire une immobilisation qui possède un ou plusieurs éléments significatifs dont la durée d'utilisation est différente de la structure principale de l'immobilisation.

OPTIONS PRISES POUR LE TRAITEMENT DES ACTIFS :

NATURE DES ACTIFS	ENTITE NON CONCERNEE (1)	INSCRIPTION A L'ACTIF	COMPTABILISATION EN CHARGES
Droits de mutation, honoraires, commissions ou frais d'actes sur immobilisations incorporelles et corporelles	X		
Droits de mutation, honoraires, commissions ou frais d'actes sur immobilisations financières	X		
Coûts de développement		X	
Coûts d'emprunt liés à l'acquisition d'actifs	X		
(1) : France Active n'était pas concernée par cette catégorie d'actif en 2010, l'option n'a pas été prise			

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

MODALITES D'AMORTISSEMENT RETENUES :

L'association ne dépassant pas les seuils de présentation simplifiée de l'annexe comptable (total du bilan, montant net des ressources, nombre moyen de salariés permanents employés au cours de l'exercice) et n'ayant pas d'immobilisations décomposables, il a été fait usage de la mesure de simplification comptable relative aux amortissements des immobilisations non décomposables. Cette mesure consiste à retenir, dans les plans d'amortissement de ce type d'immobilisations, la durée d'usage, au lieu de la durée réelle d'utilisation.

Par ailleurs, compte tenu de la politique d'utilisation maximale des immobilisations avec une mise au rebut des immobilisations obsolètes, des durées d'amortissements retenues, aucune valeur résiduelle n'a été prise en compte dans les bases d'amortissement.

Les amortissements pour dépréciation sont donc calculés suivant le mode linéaire (L) ou le mode dégressif (D). Conformément au Plan comptable, le mode linéaire a été appliqué à défaut d'un mode d'amortissement plus adapté. Les taux pratiqués sont les suivants :

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	MODE (L/D)	DUREE
Autres immobilisations incorporelles – Logiciels	L	1 à 5 ans
Installations générales agencements, aménagements divers	L	5 à 10 ans
Matériel de bureau	L	3 à 5 ans

COMPTES ANNUELS AU 31/12/2025

Matériel informatique	D	3 à 5 ans
Mobilier	L	5 à 10 ans

Participations

✧ Cf. Tableaux des immobilisations financières

Le poste « Participations » comporte principalement, à la fin de l'exercice, les titres détenus dans le capital de la S.A.S. FRANCE ACTIVE INVESTISSEMENT et celui de la S.A. FRANCE ACTIVE GARANTIE.

Il convient de noter que la dotation de la Caisse des Dépôts et Consignations pour l'acquisition des titres de la S.A.S. FAI. figure en fonds associatif avec droit de reprise pour respecter les termes de l'acte. En revanche, les dons obtenus et affectés à l'acquisition de ces mêmes titres sont inscrits dans les fonds associatifs sans droit de reprise.

Lignes de Garanties

✧ Cf. Tableaux des immobilisations financières

GARANTIE FAG

La garantie FAG est un outil d'intervention qui a pour objectif de lutter contre l'exclusion bancaire via la mise en place de garanties d'emprunts. Les garanties sont proposées par France Active et un AT mais elles sont délivrées par la société FAG.

Cet outil est financé sur fonds propres ou via des subventions.

Les dotations versées par l'association France Active à la société FAG sont inscrites à l'actif en immobilisations financières. Les financements affectés sont inscrits au Passif en fonds associatifs avec ou sans droit de reprise.

Pour permettre de traduire en comptabilité la situation juridique des engagements contractualisés auprès de FAG et des risques pris en matière de garanties, l'association France Active comptabilise en charges, les sinistres et les commissions BPI, provisionne les défaillances et constate les produits financiers générés par les dépôts auprès de FAG. Pour être cohérent avec l'inscription en immobilisations financières des dotations des lignes de garantie, les pertes et les dépréciations liées sont de nature financière.

GARANTIE FRANCE ACTIVE

L'outil « Garantie FA » a été mis en œuvre avant la création de la société FAG. Les garanties étaient directement délivrées par l'association France Active.

Les lignes de garanties sont mises en œuvre avec les AT et leurs partenaires. La co-dotation France Active est financée sur fonds propres. Les co-dotations des AT et de leurs partenaires sont inscrites au passif du bilan en compte 165 - Dépôts. Il n'y a aucune inscription à l'actif en immobilisations financières. La contrepartie est la trésorerie reçue et l'engagement hors bilan de FA (sa co-dotation).

L'annexe des comptes annuels fournit ci-après (en partie 3) une information sur les engagements hors bilan de France Active vis-à-vis des garanties accordées.

L'outil financier Garantie France Active est couvert par des financements propres, l'enregistrement des pertes et des provisions impacte le résultat de l'association France Active.

Contrats d'apports associatifs

✧ Cf. Tableaux des immobilisations financières

Le « Contrat d'Apport Associatif » est un outil d'intervention qui a pour objectif de renforcer les fonds propres d'associations d'utilité sociale créant ou pérennisant des emplois ... » (destiné à financer les investissements et le besoin en fonds de roulement liés à la création ou au développement de l'association bénéficiaire). Il consiste en l'octroi d'un apport en fonds associatif avec droit de reprise mise en place directement par France Active (initialement) ou via son Réseau France Active.

Inscrits en immobilisations financières, les contrats d'apport ont pour contrepartie, au passif en fonds associatifs, des subventions et des contrats d'apports faisant l'objet de conventions de financement. Il convient de noter que certains contrats d'apport ont été consentis sur les fonds propres de l'association France Active.

Concernant les pertes et les dépréciations sur ces outils d'intervention, considérés comme non renouvelables par l'association France Active, la règle générale présentée ci-avant s'applique :

- Les dépréciations et les pertes sur les contrats d'apports consentis sur fonds propres impactent le résultat de l'association.
- Pour les contrats d'apport financés par des fonds associatifs avec droit de reprise, l'irrecouvrabilité (perte) ou la dépréciation ont pour contrepartie directe la consommation des fonds associatifs les finançant (inscrits au passif), sans utilisation de comptes de charges (perte / dotation provision) ou de produits (reprise provision). Depuis 2010, l'évaluation des dépréciations sur les contrats d'apport associatifs a été affinée, notamment sur les contrats d'apport co-dotés. Ainsi, ces contrats ont été provisionnés sur la base du rapport entre la co-dotation versée par FA et le total des co-dotations reçues par le Fonds territorial gestionnaire des contrats d'apport.

3.2 Fonds associatifs, Réserves, Résultats

✧ Cf. Tableaux de variation des fonds associatifs et autres fonds

France ACTIVE a bénéficié, dans le cadre du dispositif PRS (Prêt Relève Solidaire), de nouveaux fonds associatifs avec droits de reprise pour un montant total de 6 842 K€.

Ces fonds sont restituables au terme de la convention soit au plus tard le 30 juin 2025, déduction faite du montant des sinistres éventuels,

Le droit de reprise pourra être exercée en cas d'utilisation des fonds non conforme à l'objet défini dans la convention (article 3) ou en cas de dissolution de l'association France ACTIVE.

3.3 Emprunts et dettes financières diverses

✧ Cf. Etat des échéances des dettes

Dans le cadre de l'activité de garantie qui était initialement réalisée directement par l'association France Active, sont regroupés dans le poste « emprunts et dettes financières » :

Les cautions pour mutualisation des sinistres : Dans ce compte de mutualisation était inscrit l'ensemble des sommes retenues aux contractants de prêts lors de l'accord de garantie par France Active.

Les dépôts des associations territoriales pour la constitution des fonds de garantie : Il s'agit de l'ensemble des dotations au fonds de garantie, augmentées des intérêts arrêtés au 31 décembre et nettes des sinistres éventuels et des commissions BPI.

3.4 Provisions inscrites au bilan

✧ Cf. Tableaux des provisions inscrites au bilan

Les provisions pour dépréciation des autres immobilisations financières

Elles concernent les immobilisations découlant des activités financières effectuées sur fonds propres de l'association. Le traitement comptable de ces provisions pour dépréciation a été ci avant exposé (§ 1.2 et 2.2).

Les provisions pour risques et charges

La comptabilisation des provisions pour risques et charges a été effectuée dans le respect du règlement ANC 2018-06 et des conditions stipulées par le Plan Comptable Général du règlement CRC n°2000-06 relatif aux passifs et aux provisions pour risques et charges.

Les provisions pour risques et charges s'analysent en :

- Provision relative à l'activité de garantie gérée par France Active en direct. La provision est évaluée à 100 % du risque final pouvant être supporté par France Active, dès que les organismes bancaires informent l'association des difficultés de recouvrement sur les prêts bancaires garantis (notations des risques encourus).
- Provisions sur les lignes de garantie gérées par le Crédit Coopératif au titre des E.T.T.I. en partenariat avec les organismes C.N.E.I. et C.O.O.R.A.C.E. : France Active prend en charge 12,5 % des sinistres constatés.
- Une provision est dotée à concurrence de 12,5% du plafond de risque sur les encours douteux signalés par le Crédit Coopératif et ce, dans la limite de 143 871 € par garantie accordée.
- Provision pour risque sur la subvention accordée par le FSE pour l'exercice 2020 et 2019 a été constituée à hauteur de 20% du montant contractualisé. La provision sur les subventions FSE Professionnalisation 2016 à 2018 s'élève à 20% du montant compte tenu de l'état d'avancement de traitement des subventions.
- La programmation FSE 2021-2022.
- La programmation Acces + V1 et V2.
- La provision pour indemnité de fin de carrière.

3.5 Fonds dédiés

✧ Cf. Tableaux de suivi de fonds dédiés

A la clôture de l'exercice, la partie des ressources affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pu encore être utilisée est inscrite en charges en « engagements à réaliser sur ressources affectées » et au passif du bilan en « fonds dédiés ». Les sommes inscrites sous la rubrique « fonds dédiés » sont reprises en produits au cours des exercices suivants, au rythme de réalisation des engagements, par le crédit du compte « report des ressources non utilisées des exercices antérieurs ».

Avec cette technique, les ressources non consommées sont « neutralisées » dans le compte de résultat et ne sont donc pas des éléments constitutifs d'excédents.

3.6 Dettes

✧ Cf. Etat des échéances des dettes et Détail des dettes et des charges à payer

Principalement, nous relevons :

- Le poste « Dettes fournisseurs » qui enregistre les factures d'achats non réglées au 31 décembre 2025 et les factures fournisseurs non reçues, mais qui concernent des dépenses qui sont à rattacher à l'exercice clos,
- Le poste « Dettes fiscales et sociales » comporte essentiellement les impôts commerciaux,

Le poste « Autres dettes » regroupe essentiellement des billets à ordre, des remboursements à effectuer à des financeurs, aux structures partenaires dans le cadre des activités menées, le provisionnement des loyers, ainsi que des subventions à verser aux AT.

3.7 Créances

✧ Cf. Etat des échéances des créances et Détail des créances et des produits à recevoir

Principalement, nous relevons :

- Les subventions publiques et privées restant à recevoir,
- Les créances sur les structures partenaires (FAG, FAFI, FAI)

IV. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

4.1 Méthode retenue pour la comptabilisation des cotisations

Les cotisations appelées par l'association France ACTIVE correspondent à des cotisations sans autre contrepartie que la participation à l'assemblée générale et la réception de publication. Elles sont comptabilisées en produit sur la base de l'appel de cotisation annuel réalisé.

4.2 Participation aux frais de fonctionnement du groupement d'employeurs GEFA

✧ Responsabilité et solidarité entre membres du groupement

France Active, membre utilisateur adhérent du groupement d'employeurs, est responsable, pour chaque salarié mis à disposition, des conditions d'exécution du travail telles que déterminées par les dispositions légales en vigueur, la convention collective applicable au sein

du Groupement (durée du travail, repos hebdomadaire, jours fériés et liés à la réduction du temps de travail, à l'hygiène et à la sécurité, accidents du travail...). Conformément à la loi du 25 juillet 1985, tous les membres du Groupement sont solidairement responsables des dettes salariales et sociales du Groupement.

✧ **Incidences comptables et impact sur la présentation des comptes annuels**

Compte tenu de la responsabilité vis-à-vis des salariés et de la solidarité qui demeurent à l'égard des membres d'un groupement d'employeurs utilisateurs (cf. ci-dessus), les contributions financières versées à GEFA ont été ventilées et inscrites dans les comptes de France Active en fonction de la nature des dépenses couvertes.

Ces modalités d'enregistrement ont pour conséquence de ventiler la contribution versée par chaque membre du groupement, à raison de l'utilisation réelle des moyens humains mis à sa disposition et des coûts réels supportés par le groupement, dans le poste « Autres achats et Charges externes » du compte de résultat.

✧ **Répartition des frais de fonctionnement**

La répartition des frais de fonctionnement du groupement d'employeurs, pour l'exercice, entre France Active, FAI, FAG et FAFI a été effectuée, conformément aux statuts et au règlement intérieur du groupement, et selon des modalités fixées lors des réunions de ses organes directeurs. France Active, FAI, FAG et FAFI ont pris acte de cette répartition.

4.3 Traitement des participations aux frais communs

✧ **Cf. Etat des principales ressources d'exploitation de l'association - Tableaux de variation des fonds associatifs et autres fonds -**

Avec ses outils techniques et juridiques (FAG, FAI, FAFI), France Active partage des moyens techniques et des locaux. A ce titre, l'association reçoit des participations de frais commun réglées à l'euro des structures FAI, FAG et FAFI. Ces participations sont inscrites dans le poste « autres produits d'exploitation ».

4.4 Traitement des conventions de financement

✧ **Cf. Etat des principales ressources d'exploitation de l'association**

LES SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT : Elles sont comprises dans les produits de l'association lorsque cette dernière a reçu une notification d'un partenaire financier et/ou une convention de financement a été signée entre les parties. Dans le cas où il existerait des conditions suspensives, les subventions ne sont enregistrées en produits qu'à la levée de ces conditions.

Les subventions de fonctionnement accordées pour plusieurs exercices à l'association sont réparties en fonction des périodes ou étapes d'attribution définies dans la convention, ou à défaut prorata temporis. La partie rattachée à des exercices futurs est inscrite en « produits constatés d'avance ».

Les subventions de fonctionnement permettent de financer notamment :

L'ACTIVITE TETE DE RESEAU - Les actions d'expérimentation, de formation, d'animation et de mise en place outils et de démarches, les missions d'accompagnement et d'expertise sont

financées par des subventions de fonctionnement de divers partenaires dont le Fonds Social Européen à qui il est communiqué annuellement un bilan des activités exercées. Les dépenses et les financements liés à ces actions sont intégralement inscrits dans le compte résultat.

L'ACTIVITE DU RESEAU - France Active est signataire de la convention cadre de gestion du fonds de garantie d'Etat, le FOGEFI, avec l'Etat et France Active Garantie. France Active contribue au développement du fonds de garantie par la mobilisation de son réseau dans le cadre de l'activité d'accompagnement des entrepreneurs engagés. A ce titre, elle reçoit des frais d'expertise sous forme de subvention qu'elle reverse intégralement au Fonds de Contribution du Réseau. Ce fonds rétribue les Associations territoriales, membres du réseau France Active, sous forme de barème. Ce barème, mis en place en 2018, rétribue les Associations territoriales en fonction des projets accompagnés et non en fonction des produits mis en place : plus le projet est engagé ou complexe, meilleure est la rémunération.

4.5 Le traitement des dons manuels

Les dons manuels, sommes d'argent reçues par l'association, sont en produits d'exploitation, l'association recevant régulièrement des dons manuels.

Pour le rattachement de ces produits à l'exercice, la règle de comptabilisation est fonction de la période de réception (dons encaissés – cohérence avec l'émission des reçus fiscaux) ou de la période inscrite dans les conventions de mécénat signées, des accords sur l'octroi des dons.

Les autres dons manuels perçus par l'association au cours de l'exercice 2020 n'étaient pas affectés à un projet déterminé. Ils n'ont donc pas été comptabilisés en apport mais enregistrés directement en compte de résultat.

4.6 Contributions volontaires

Les contributions volontaires sont des actes par lesquels une personne physique ou morale fournit à titre gratuit à une association, un travail, des biens ou autres services. Les contributions volontaires en nature n'entraînent pas de flux financiers puisqu'elles sont gratuites.

En 2025, France ACTIVE a comptabilisé des contributions volontaires en nature pour un montant total de 22 930 €.

Elles sont relatives à :

- Bénévolat pour un montant de 12 667,68 euros
- Prestations en nature pour un montant de 42 135,57 euros

4.7 Opérations Exceptionnelles

Cf. Tableaux détail produits et charges exceptionnels

V. AUTRES INFORMATIONS

5.1 Engagements hors bilan

ENGAGEMENTS DONNES HORS BILAN – ACTIVITES DE GARANTIE

✧ Cf. Tableau des engagements Hors Bilan.

Pour les lignes de garantie gérées en direct par France Active : les engagements donnés hors-bilan découlent des conventions de constitution de fonds de garantie dans lesquelles France Active s'est engagée à mobiliser sur ses fonds propres des dotations pour la création de lignes en partenariat avec des relais locaux.

Pour l'activité de garantie par l'intermédiaire de la SA France Active Garantie : les engagements donnés hors-bilan proviennent des conventions tripartites pour les dotations de lignes de garantie logées chez FAG. En effet, France Active ne verse sa quote-part de dotation que lorsque le partenaire a versé la sienne.

Pour l'activité de contre-garantie au titre des E.T.T.I. France Active a un engagement maximal de 12,5 % du risque global des garanties délivrées par la B.F.C.C. dans la limite de 143 871 € par garantie accordée (COORACE et CNEI).

Il est rappelé que des provisions pour risques et charges sont dotées pour concrétiser les appels en garantie éventuels identifiés au 31/12/2025.

ENGAGEMENTS DONNES HORS BILAN – CONTRATS D'APPORT :

✧ Cf. Tableau des engagements Hors Bilan

Ces engagements concernent les droits de tirage alloués aux associations territoriales afin que ces derniers puissent accorder des contrats d'apports sous condition de retour à leur public.

ENGAGEMENTS REÇUS HORS BILAN – GARANTIE BANCAIRE AUTONOME A 1ERE DEMANDE-CREDIT COOPERATIF :

✧ Cf. Tableau des engagements Hors Bilan

Le Crédit Coopératif s'est engagé à verser à première demande du bailleur de France Active toute somme dont ce dernier exigerait pour le paiement d'un montant correspondant qui représenterait au maximum un quart du loyer annuel HT et hors charges.

ENGAGEMENTS PRIS EN MATIERE D'INDEMNITE DE FIN DE CARRIERE :

Le groupement d'employeurs GEFA a calculé au 31 décembre 2025 via la méthode dite du corridor une provision pour Indemnité de Fin de Carrière (IFC) s'élevant dans sa globalité à 83 400 euros. La quote-part de FA sur 2025 pour les engagements pris par le GEFA a été comptabilisée à hauteur de 42 609 euros.

L'IFC résulte du calcul de la probabilité de présence des collaborateurs en CDI au sein du GEFA au moment de leur départ à la retraite. Les éléments pris en compte sont la table de mortalité, le turn-over (moyenne des turn-over des 5 dernières années / Personnes en CDI / sortie à l'initiative du salarié uniquement) et le montant des droits à indemnités.

DEPOTS DE GARANTIE LOCAUX MONTREUIL

Nous avons versé un dépôt de garantie de 145 K€ à la société IRAF pour les locaux de l'Association situés à Montreuil.

5.2 Commissaires aux comptes

HONORAIRES COMMISSAIRES AUX COMPTES :

Contrôle légal des comptes : 20,1 K€ HT.

ANNEXES

FA

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations par réévaluation	Acquisitions apports, création virements
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles	9 970 293		1 756 098
TOTAL immobilisations incorporelles :	9 970 293		1 756 098
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel			
Installations générales, agencements et divers	688 798		
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique et mobilier	51 645		19 103
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL immobilisations corporelles :	740 443		19 103
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			
Participations évaluées par mises en équivalence			
Autres participations	9 422 155		
Autres titres immobilisés	457		
Prêts et autres immobilisations financières	12 307 210		517 916
TOTAL immobilisations financières :	21 729 823		517 916
TOTAL GÉNÉRAL	32 440 558		2 293 118

RUBRIQUES	Diminutions par virement	Diminutions par cessions mises hors service	Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations légales
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement				
Autres immobilisations incorporelles		902 485	10 823 907	
TOTAL immobilisations incorporelles :		902 485	10 823 907	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales				
Install. techn., matériel et out. industriels			688 798	
Inst. générales, agencements et divers				
Matériel de transport				
Mat. de bureau, informatique et mobil.		19 103	51 645	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :		19 103	740 443	
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations mises en équivalence				
Autres participations			9 422 155	
Autres titres immobilisés			457	
Prêts et autres immo. financières		3 176 750	9 648 377	
TOTAL immobilisations financières :		3 176 750	19 070 989	
TOTAL GÉNÉRAL		4 098 338	30 635 338	

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement.				
Autres immobilisations incorporelles	7 095 156	1 128 468		8 223 624
TOTAL immobilisations incorporelles :	7 095 156	1 128 468		8 223 624
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales				
Installations techn. et outillage industriel				
Inst. générales, agencements et divers	218 056	68 880		286 936
Matériel de transport				
Mat. de bureau, informatique et mobil.	51 127	259		51 386
Emballages récupérables et divers				
TOTAL immobilisations corporelles :	269 183	69 139		338 321
TOTAL GÉNÉRAL	7 364 338	1 197 607		8 561 946

VENTILATIONS DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles	1 128 468		
TOTAL immobilisations incorporelles :	1 128 468		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel			
Installations générales, agencements et divers	68 880		
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique et mobilier	259		
Emballages récupérables et divers			
TOTAL immobilisations corporelles :	69 139		
Frais d'acquisition de titres de participations			
TOTAL GÉNÉRAL	1 197 607		

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute fin exercice
TITRES DE PARTICIPATIONS	9 422 155			9 422 155
FAI	4 647 332			4 647 332
FAG	4 752 275			4 752 275
SA REPLIC				
INSERTION 62	7 622			7 622
SCA	14 925			14 925
Autres Titres immobilisés	457			457
Prêts	20 925			20 925
Autres immobilisations financières	12 286 285	4 508	2 663 342	9 627 452
Prêts d'honneur	179 257			179 257
Dépôts	142 889	4 508		147 397
Lignes de gar. chez FAG - Ligne FA				
Lignes de gar. chez FAG - Co-dotations FT	865 806		117 717	748 089
Lignes de gar. chez FAG - St Martin	230 000			230 000
Lignes de gar. chez FAG - PACA				
Lignes de gar. chez FAG - FA MACIF	(2 451)			(2 451)
Lignes chez FAG - FA CHAMPAGNE ARD.	188 482			188 482
Lignes de gar. chez FAG - FA FAPE EDF	(3 636)			(3 636)
Lignes de gar. chez FA - FA MACIF	545 797			545 797
BPS FDG A				
Contrats apports alloués par FA via FT				
Contrats apports alloués par FA ou via FT E				
Co-dotations de contrats d'apport des FT	2 825 181			2 825 181
Contrats d'apport FT - IDF	2 807 000			2 807 000
Contrats d'apport ANSP				
Contrats d'apport FA/FT KLESIA				
Contrats d'apport Rhône Alpes Active				
Contrats d'apport PRS	3 734 600		2 274 131	1 460 469
Contrats d'apport DASESS	393 361		271 495	121 866
Contrat d'apport FP/Auvergne	300 000			300 000
CAA FA DOM TOM	80 000			80 000

TOTAL GÉNÉRAL	21 729 822	4 508	2 663 342	19 070 989
---------------	------------	-------	-----------	------------

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute fin exercice
Provisions réglementées				
Provisions pour risques et charges	3 047 388	1 417	9 051	3 039 754
Pour Litiges				
Pour reversement de subventions	2 830 268		8 526	2 821 742
Sur opérations de garantie	175 928		524	175 403
Pour engagement pris par le GEFA	41 192	1 417		42 609
Dépréciations	2 411 349		3 393	2 407 956
Des immos incorporelles				
Des immos corporelles				
Des titres de participation				
Des autres immos Fi avec dotation	475 284		3 393	471 890
Des autres immos Fi avec reprise des	1 936 066			1 936 066
Fonds Associatifs				
Des autres créances				
Autres dépréciations				
TOTAL GÉNÉRAL	5 458 738	1 417	12 444	5 447 710
Dont dotations :				
D'exploitation	41 192	1 417		42 609
Financières	5 417 545		12 444	5 405 101
Exceptionnelles				

État des Créances des Créances et Dettes

FA

Période du 01/01/25 au 31/12/25
Edition du 27/03/26
Devise d'édition EURO

ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	20 925		20 925
Autres immobilisations financières	9 627 452		9 627 452
TOTAL de l'actif immobilisé :	9 648 377		9 648 377
DE L'ACTIF CIRCULANT			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	799 182	799 182	
Créance représent. de titres prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
État - Impôts sur les bénéfices			
État - Taxe sur la valeur ajoutée	151 825	151 825	
État - Autres impôts, taxes et versements assimilés	61 456	61 456	
État - Divers	11 780 281	11 780 281	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	7 224 346	7 224 346	
TOTAL de l'actif circulant :	20 017 090	20 017 090	
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	371 164	371 164	

TOTAL GÉNÉRAL	30 036 630	20 388 254	9 648 377
----------------------	-------------------	-------------------	------------------

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des établissements de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus d' 1 an à l'origine	1 500 000		1 500 000	
Emprunts et dettes financières divers	395 788		395 788	
Fournisseurs et comptes rattachés	729 968	729 968		
Personnel et comptes rattachés	14	14		
Sécurité sociale et autres organismes				
Impôts sur les bénéfices	31 823	31 823		
Taxe sur la valeur ajoutée	123 461	123 461		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés				
Dettes sur immo. et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	4 435 967	4 435 967		
Dette représentat. de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	6 883 138	6 883 138		

TOTAL GÉNÉRAL	14 100 159	12 204 370	1 895 788	
----------------------	-------------------	-------------------	------------------	--

FRANCE ACTIVE		
COMPTES ANNUELS AU 31/12/25		ANNEXE
Détail des dettes et charges à payer		
	Exercice 2025	Exercice 2024
Fournisseurs	649 935	590 494
Fournisseurs - factures non parvenues	80 033	42 131
Dettes fiscales et sociales	155 298	400 412
- dettes salariales (notes de frais)		
- Etat IS/TVA/CVAE/CFE	155 298	400 412
- FSE		
Autres dettes	4 435 967	5 752 806
- barème FCAR à verser aux FT	523 448	949 791
- subventions FINES à verser aux FT	7 500	7 500
- subventions fonds de confiance à verser		
- subventions expertises TPE	5 250	5 250
- aides remboursables FIDESS à reverser		
- Remboursements subventions non utilisées		
- dettes sur entités partenaires affiliés (GEFA / FAG / SIFA / FAFI)		42 000
- Billet à ordre / NATIXIS et autres		
- autres dettes	3 899 769	4 748 265
TOTAUX	5 321 232,00	6 785 842,35

FRANCE ACTIVE		
COMPTES ANNUELS AU 31/12/2025		ANNEXE
Détail des créances et des produits à recevoir		
	Exercice 2025	Exercice 2024
Usagers et comptes rattachés		42 000,00
- factures à établir		42 000,00
Autres créances	18 847 962	12 746 810
- subventions à recevoir (FSE / DGCS / CDC ...)	11 780 281	7 394 057
- produits à recevoir (FCS - Frais expertise)	4 449 508	2 634 389
- rémunérations sur les produits solidaires (FCP IE / FCP IEE / FCP IES)	-	-
- créances sur entités partenaires affiliés (GEFA / FAG / FAI / FAFI)	-	-
- dons à recevoir	-	-
- autres créances	785 510	570 547
- avoir à recevoir	-	-
- autres créances FCAR	1 755 881	2 100 000
- Avances et acomptes sur commandes	76 782	47 817
TOTAUX	18 847 962	12 788 810

RUBRIQUES	Charges	Produits
Charges ou produits d'exploitation	371 164	6 883 138
Charges ou produits financiers		
Charges ou produits exceptionnels		
TOTAL	371 164	6 883 138

Tableau de variation des fonds associatifs et autres fonds

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute fin exercice
Fonds Associatifs sans droit de reprise	3 702 098			3 702 098
Réserves	9 624 346	115 566		9 739 912
Report à nouveau	5 196 912	116 873		5 313 786
Résultat de l'exercice	232 439	193 909	232 439	193 909
Fonds Associatifs avec droit de reprise	19 789 093	9 903 033	923 500	28 768 626
Ecart de réévaluation	17 031			17 031
Total Fonds Associatifs	38 561 919	10 329 381	1 155 939	47 735 362

Détails des fonds associatifs sans droit de reprise

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute fin exercice
Dévolution de l'Association SCAFEM	129 582			129 582
Dévolution de l'Association SOCAUMAD	304 898			304 898
Dévolution de l'Association SOCAUMEUBLE	22 867			22 867
Apport CDC pour Fonds de Trésor	305 000			305 000
Fonds pour Aug. de capital FAI (dons)	1 577 751			1 577 751
Apport CDC pour redot. des fds territoriaux	532 000			532 000
Apport CAP JEUNES				
Apport Fds Innovation	830 000			830 000
Total Fonds Associatifs SDR	3 702 098			3 702 098

Détails des réserves affectées

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute fin exercice
Réserve contribution à l'action du réseau	927 447,68	115 566		1 043 013,68
Réserve pour risque sur l'emploi	1 280 000			1 280 000
Réserve pour garanties accordées	3 200 000			3 200 000
Réserve pour fonds de roulement	2 400 000			2 400 000
Réserve pour désengag contractuel	1 000 000			1 000 000
Fonds de réserve spécifique "Postes Fines"	312 000			312 000
Réserve facultative	504 898			504 898
Report à nouveau	5 196 912	116 873		5 313 786
Total Réserves affectées	14 821 258	232 439		15 053 698

Détails des fonds associatifs avec droit de reprise

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute fin exercice
Apport CDC	2 000 000	9 903 033		11 903 033
Apport IPCA	150 000			150 000
Apports PRS - Fond. France, MACIF, BNPP	7 765 450		923 500	6 841 950
Fds pour aug. capital FAI (Apports / Subv)	2 286 738			2 286 738
Fds pour Lignes de Garantie MACIF	322 489			322 489
Fds pour Lignes de Garantie ANSP	22 964			22 964
Fds de Contrats d'apport CDC	7 193 980			7 193 980
Fds de Contrats d'apport CDC - EJ				
Fds de Contrats d'apport IDF - codotations	2 770 000			2 770 000
Fds de Contrats d'apport RA				
Fds de Contrats d'apport ANSP				
Fds pour Lignes de Garantie BPS				
Avance Trésorerie FT	200 000			200 000
Apport KLESIA				
Apport FAPE EDF				
Total Fonds Associatifs ADR	22 711 621			31 691 154
Conso Fds Contrats apport CDC	1 226 956			1 226 956
Conso Fds Contrats apport CDC - EJ				
Conso Fds Contrats apport IDF	110 230			110 230
Conso Fds Contrats apport RA				
Conso Fds Contrats apport ANSP				
Total Consommation Fonds	1 337 186			1 337 186

VARIATION DES FONDS DEDIES ISSUS DE

		A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
				Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation (1)								
Contributions financières d'autres organismes (1)								
Ressources liées à la générosité du public (1)								
	TOTAL							

FRANCE ACTIVE	COMPTES ANNUELS AU 31/12/2025	ANNEXE
---------------	-------------------------------	--------

Subventions d'investissements				
	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
	Montant global	Augmentation	Diminution	Montant global
Subvention d'investissement DGEFP	413 819,00		89 635,19	324 183,81
TOTAL Montant nominal		-		
TOTAL Quotes-parts virées au résultat			89 635,19	

FRANCE ACTIVE		
COMPTES ANNUELS AU 31/12/2025		ANNEXE
Etat des principales ressources d'exploitation de l'association		
	Exercice 2025	Exercice 2024
Cotisations des membres	15 690	21 050
Dons manuels	814 240	775 733
FCP Partage	114 240	75 733
MIROVA	700 000	700 000
Contributions et soutiens affectés	1 893 083	2 194 860
CAP JEUNES NATIONALE	0	0
CAP JEUNES FAPE	0	-48 300
Fonds de confiance	0	0
FCAR - Fonds de Contribution au Réseau	1 755 881	2 100 000
ZRR	0	0
Place de l'émergence	23 902	143 160
Pacte création jeunes	113 300	0
PRS	0	0
DASESS	0	0
Subventions publiques - Etat	3 956 646	4 754 583
DGEFP	0	672 322
DGCS	40 000	40 000
MINEFI	0	300 000
DEETS	0	0
FCS	1 495 913	1 436 183
CRDLA	204 916	235 000
MAYOTTE	70 000	90 000
CGET	0	0
MOM	625 479	394 521
CNAV	160 197	39 803
HCESSIS	0	0
Prefecture de GUYANE	0	0
Collectivité territoriale de Guyane	0	0
Ministère de la Jeunesse et des sports	0	0
CANGT	0	0
Région Occitanie	0	0
ETAT	1 360 141	1 546 755
Conseil régional de Guadeloupe	0	0
CACL	0	0
Subventions publiques - Entreprises publiques	3 575 966	3 631 883
CDC	1 725 966	1 781 883
AFE	0	0
FCT	1 850 000	1 850 000
ANCT	0	0
FA MPA	0	0
Subventions Entreprises et organismes privés	611 381	756 609
Fondation CARREFOUR	0	0
Fondation DUVAL	3 300	3 300
Fondation EDF	28 816	1 184
Fondation MACIF	80 000	120 000
Fondation ENGIE	15 000	45 000
Maif Solfi	115 000	94 780
BNP	100 000	100 000
CAP'JEUNE (gestion dossier)	0	0
FAPE EDF	257 500	278 559
AZI	0	0
KLESIA	0	0
OCVIA	0	0
Fondation AVRIL	0	0
AGESICA	0	0
MALAKOFF MEDERIC	0	0
HUMANIS	0	0
ZRR	0	0
MACIF SGAM	0	0
MAIF	11 765	113 785
Fondation de France	0	0
Danone	0	0
BDF	0	0
CCOP	0	0
AG2R	0	0
Subventions publiques -Europe	1 369 459	1 451 739
Fonds Social Européen	1 369 459	1 451 739
Vises	0	0
Produits divers	2 676 842	2 616 666
Dont refacturations frais locatifs	807 290	812 972
Dont refacturations frais de structures	1 399 715	1 270 836
Redevance SI (FAG,FAI)	380 202	416 327
Prestations de service, dont formation	0	17 831
Prestations de service Humanis	0	0
Prestations de service Natixis Investment Managers International	0	0
Ports et autres produits des activités annexes	0	0
Refacturation honoraires	0	0
Refacturation voyages et déplacements	0	0
Subvention d'investissement	89 635	98 700
Produits de gestion courante	0	0
TOTAUX	14 913 306	16 203 123

FRANCE ACTIVE		
COMPTES ANNUELS AU 31/12/2025		ANNEXE
Subventions accordées - Outils d'intervention ES / FIDESS		
Subventions accordées par France Active	Exercice 2025	Exercice 2024
Subventions accordées et affectées au programme d'actions ES		
Subventions accordées et affectées au programme d'actions FDC		
Subventions accordées autres	1 072 168,00	1 215 389,00
Subventions accordées et affectées au programme d'actions TPE		
TOTAUX	1 072 168,00	1 215 389,00

FRANCE ACTIVE	
COMPTES ANNUELS AU 31/12/2025	
ANNEXE	
Engagements hors bilan	
Engagements donnés au 31/12/2025	Montant
Avals, cautions et garanties	143 871,00
Activité de garantie gérée en direct par France Active	
Activité de garantie par l'intermédiaire de la SA France Active Garantie	
Activité de contre-garantie au titre des E.T.T.I.	143 871,00
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
Egagements en matière de pensions, retraites et assimilés	42 608,93
<input checked="" type="checkbox"/> ce montant est entièrement comptabilisé en provisions pour risques et charges	
<input type="checkbox"/> ce montant est comptabilisé en partie pour :	
<input type="checkbox"/> ce montant n'est pas comptabilisé	
Autres engagements donnés	
Droits de tirage alloués aux fonds territoriaux sur contrats d'apport	
Engagements reçus au 31/12/2025	Montant
Avals, cautions et garanties	91 500,00
Garantie bancaire à 1ère demande du Crédit Coopératif pour règlement Loyers	91 500,00
Autres engagements reçus	
Contre-garantie BPI sur l'activité de garantie gérée en direct par France Active	
Contre-garantie sur l'activité de garantie par l'intermédiaire de la SA France Active Garantie	

Comptes annuels

FA

TOUR CITYSCOPE - 3 RUE FRANKLIN
93100 MONTREUIL
0153246948

Du 01/01/2025 **au** 31/12/2025

Sommaire

Page de garde FA

Introduction

Bilan Actif

Bilan Passif

Compte de résultat

Annexes comptable

Immobilisations

Amortissements

Immobilisations Financières

Provisions

Etat des échéances des créances et dettes

Détail des dettes Charges à payer

Détail des créances et des produits à recevoir

Charges et Produits constatés d'avance

Fonds associatifs et autres fonds P1

Fonds associatifs et autres fonds P2

Variation des fonds dédiés

Subventions d'investissements

Etat des principales ressources d'exploitation de l'association

Hors Bilan

ANNEXE DES COMPTES ANNUELS ARRETES AU 31/12/25

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2025 dont le total est de 65 158 714 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 193 909 euros avant affectation.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025.

==_==_==_==_==

BILAN ACTIF

Bilan - Actif				
	Brut	Amortissements et dépréciations	N	N-1
Frais d'établissement (I)				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles :				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	10 675 687	8 201 194	2 474 493	2 779 971
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes	148 219	22 430	125 789	95 166
Immobilisations corporelles :				
Terrains				
Constructions				
Instal. techn., mat. et out. indus.	740 443	338 321	402 122	471 260
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières :				
Participations	9 422 155		9 422 155	9 422 155
Créances rattachées à des participations			0	
Autres titres immobilisés	457		457	457
Prêts	20 925		20 925	20 925
Autres immobilisations financières	9 627 452	2 407 956	7 219 496	9 874 936
TOTAL ACTIF IMMOBILISE (II)	30 635 338	10 969 902	19 665 436	22 664 871
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances :				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	799 182	28 290	770 892	782 010
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	19 294 690		19 294 690	13 402 133
Charges constatées d'avance	371 164		371 164	337 869
Valeurs mobilières de placement	9 047 348	-24 878	9 072 226	12 999 523
Instruments financiers à terme et jetons détenus				
Disponibilités	15 984 307		15 984 307	4 255 235
TOTAL ACTIF CIRCULANT (III)	45 496 690	3 412	45 493 278	31 776 770
Frais d'émissions des emprunts (IV)				
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Ecart conversion et différences d'évaluation actif (VI)				
TOTAL GENERAL ACTIF (I + II + III + IV + V + VI)	76 132 028	10 973 314	65 158 714	54 441 640

BILAN PASSIF

Bilan - Passif		
	N	N-1
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise	3 702 098	3 702 098
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	3 702 098	3 702 098
Fonds propres avec droit de reprise	28 768 626	19 789 093
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	28 768 626	19 789 093
Ecart de réévaluation	17 031	17 031
Réserves	9 739 912	9 624 346
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	9 739 912	9 624 346
Autres réserves		
Report à nouveau	5 313 786	5 196 912
Excédent ou déficit de l'exercice	193 909	232 439
Situation nette (sous total)	47 735 362	38 561 919
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	324 183	413 818
Provisions réglementées		
TOTAL (I) - FONDS PROPRES	48 059 545	38 975 738
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL (II) - FONDS REPORTES ET DEDIES	0,00	0,00
PROVISIONS		
Provisions pour risques	2 997 145	3 006 196
Provisions pour charges	42 609	41 192
TOTAL (III) - PROVISIONS	3 039 754	3 047 388
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emp. dettes / Ets Crédit	1 500 000	1 300 340
Emp. dettes fin. divers	395 788	395 788
Instruments financiers à terme		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	729 968	632 625
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	155 298	400 412
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	4 395 223	5 752 806
Produits constatés d'avance	6 883 138	3 936 544
TOTAL (IV) - DETTES	14 059 415	12 418 514
Ecart conv. et différences d'évaluation passif (V)		
TOTAL GENERAL PASSIF (I + II + III + IV + V)	65 158 714	54 441 640

COMPTE DE RESULTAT

Compte de résultat		
	31/12/2025	31/12/2024
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	15 690	21 050
Ventes de biens et services	2 750 470	2 598 754
Ventes de biens		
<i>dont vente de dons en nature</i>		
Ventes de prestations de service	2 750 470	2 598 754
<i>dont parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs	9 645 281	11 196 236
Concours publics et subventions d'exploitation	9 151 705	9 968 545
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	493 576	1 227 691
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions	221 021	
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	2 980 128	2 294 466
Total pds d'expl. (I)	15 612 590	16 110 506
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock march.		
Autres achats et charges externes	8 501 636	7 538 713
Aides financières	5 311 331	5 895 559
Impôts, taxes et versements assimilés	106 130	160 272
Salaires		
Cotisations sociales		
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 225 897	1 338 169
Dotations aux provisions	246 866	506 145
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	23 186	179 160
Total charges d'expl. (II)	15 415 046	15 618 017
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	197 544	492 490
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et prod. ass.	332 910	390 142
Reprises sur dépréciations et provisions	498 901	247 810
Différences positives de change		
Produits des immobilisations financières cédées		
Produits nets sur cessions v.m.p. et instruments de trésor		
Total Produits fin. (III)	831 811	637 952
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	426 099	400 430
Intérêts et charges assimilés	268 390	278 879
Différences négatives de change	111	1 257
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
Charges nettes sur cessions v.m.p. et instruments de trésor		
Total Charges fin. (IV)	694 600	680 566
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	137 211	-42 615
3. RES. COURANT AVANT IMPOT (I - II + III - IV)	334 755	449 875
PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)		98 700
CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)		134 699
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	0	-35 999
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	140 846	181 437
TOTAL PRODUITS (I+III+V)	16 444 401	16 847 158
TOTAL CHARGES (II+IV+VI+VII+VIII)	16 250 492	16 614 719
EXCEDENT OU DEFICIT	193 909	232 439
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature	42 135	12 764
Bénévolat	12 667	10 167
TOTAL	54 803	22 931
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature	(42 135)	(12 764)
Personnel bénévole	(12 667)	(10 167)
TOTAL	(54 803)	(22 931)

I. INFORMATIONS GENERALES - FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

1.1 Présentation de l'objet social de l'association

L'association a pour objet de donner aux entrepreneurs engagés au service de l'utilité sociale, de l'emploi et des territoires, les moyens de créer et de développer leur projet.

L'association participe ainsi au développement de l'insertion et de l'économie sociale et solidaire.

L'association anime le réseau France Active, composé d'associations territoriales et de structures nationales qui contribuent, chacune dans le respect de leurs statuts et de leurs contraintes propres, à la réalisation de l'objet social de l'association.

L'apport des concours nécessaires à la réussite de ces initiatives s'appuie sur la confluence des compétences professionnelles et humaines des associations, des instruments financiers, des pouvoirs publics, des collectivités territoriales et leurs établissements publics.

1.2 Présentation de la nature et du périmètre des activités de l'association

L'activité principale de l'association France Active est l'accompagnement et l'expertise financière de projets économiques et d'utilité sociale menés pour des personnes morales ou physiques relevant de son public cible.

Cette activité d'intérêt général intègre, pour les bénéficiaires des actions associatives, la recherche et la mise en place de financements qui permettront de faire naître ou de développer les projets (via des outils financiers solidaires adaptés : Garantie pour l'octroi de prêts bancaires, Contrats d'apport pour les structures associatives d'utilité sociale...).

France Active initie ses outils d'intervention financière puis les déploie au sein de son réseau. Les comptes annuels de l'association sont donc fortement impactés par les relations que l'association entretient avec son réseau (associations indépendantes dites Associations Territoriales, AT).

Pour mener à bien son projet associatif, France Active a créé des outils juridiques et techniques, les sociétés FAG, FAI et l'association FAFI.

A noter par ailleurs qu'elle bénéficie de la mise à disposition du personnel du groupement d'employeurs France Active (GEFA) dont elle est l'un des membres.

Traduction comptable au bilan

Les outils financiers d'intervention de France Active (directs ou via les AT) figurent à l'actif du bilan au poste « Immobilisations financières ».

Les ressources obtenues pour financer ces outils figurent au passif du bilan en fonds associatifs en fonction de la nature du financement (subventions, apports affectés alloués par les partenaires

publics et privés de l'association). Ce mode de comptabilisation permet de présenter une structure de bilan cohérente et équilibrée.

Les dispositifs d'accompagnements partenariaux nationaux ou locaux gérés pour le compte des partenaires publics figurent en autres dettes (ou autres créances), les flux financiers reversés aux tiers bénéficiaires étant inscrits dans des comptes de tiers 46.

Traduction comptable au compte de résultat

Les interventions financières de l'association France Active auprès de son public sont gratuites. Les cotisations des associations territoriales pour la vie associative restent « symboliques ».

Les outils financiers sont développés et ne peuvent être renouvelés que grâce aux dotations des fonds que l'association sollicite et reçoit de ses partenaires publics et privés. Aussi, la stratégie de financement de France Active implique une recherche permanente pour l'octroi ou le renouvellement, par les partenaires, de fonds affectés aux outils financiers. Les financements ainsi obtenus font l'objet de conventions signées avec les partenaires qui souhaitent soutenir et développer les actions menées. Les fonds alloués à France Active sont souvent affectés à des outils financiers particuliers. Ainsi, il a été considéré que les financeurs ont un droit de reprise sur ces fonds qui serait déclenché par la cessation de l'affectation des sommes allouées à leur objet.

Compte tenu des modalités de mise en œuvre du projet associatif, des contraintes de fonctionnement, l'association France Active, sauf dispositions contractuelles contraires, n'a pas l'obligation de renouveler les outils financiers. Les subventions, les contrats d'apports et les autres fonds accordés pour ces outils sont alors regardés comme destinés à financer des biens financiers non renouvelables par l'association.

Le compte de résultat de France Active est donc principalement impacté par les expertises financières, les suivis opérationnels et administratifs liés aux outils financiers et par les risques découlant du non-respect des engagements pris vis-à-vis des partenaires financeurs.

Aussi, concernant les pertes et les provisions des outils financiers portés à l'actif du bilan de l'association France Active :

Lorsque l'outil est non renouvelable par l'association et financé par un fonds avec droit de reprise, le compte de résultat n'est pas impacté. L'irrécouvrabilité (perte) ou la dépréciation de l'outil financier inscrit à l'actif a pour contrepartie directe la consommation du fonds au passif, sans utilisation de comptes de charges (perte / dotation provision) ou de produits (reprise provision).

Lorsque l'outil financier est renouvelable par l'association (existence d'une disposition contractuelle spécifique) et/ou couvert par des financements sans droit de reprise, l'enregistrement des pertes et des provisions impacte le résultat de l'association France Active.

La partie 3 de l'annexe apporte toute information chiffrée relative aux pertes et aux dépréciations de l'exercice.

1.3 Faits majeurs de l'exercice

2025 a été une année compliquée entre un contexte international fortement dégradé, une instabilité gouvernementale et des incertitudes budgétaires.

Dans un tel environnement, France active a su préserver un bon niveau d'activité, garder la confiance de ses partenaires et l'engagement des équipes.

II. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

2.1 Conventions Générales comptables appliquées

Il a été fait application du règlement 2022-06 du 4 novembre 2022 modifiant le règlement ANC 2014-03 et du règlement ANC 2023-03 du 7 juillet 2023 modifiant le règlement 2018-06 (précisé et amendé par le règlement 2020-08 et 2021-02) du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes d'un exercice comptable à l'autre, indépendance des exercices, et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Changement de réglementation comptable

Les règlements ANC N°2022-06 et ANC N°2023-03 relatifs à la modernisation des états financiers, sont applicables de manière obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025.

Cette première application constitue un changement de réglementation comptable. Les dispositions des règlements ANC N°2022-06 et ANC N°2023-03 s'appliquent à compter de l'exercice de première application sans emporter de conséquences sur les comptes antérieurs, autres que les reclassements nécessaires pour se conformer aux nouveaux modèles de bilan et de compte de résultat lors du premier exercice d'application.

Le bilan et le compte de résultat sont présentés conformément aux nouveaux modèles figurant dans le règlement ANC N°2023-03. Afin de présenter le bilan et le compte de résultat de l'exercice précédent selon les nouveaux modèles, des reclassements entre les rubriques ou les postes du bilan ou du compte de résultat ont été effectués :

- Le poste « Charges constatées d'avance » avant présenté dans le poste divers de l'actif circulant est reclassé dans les créances de l'actif circulant.
- Les rubriques de produits exceptionnels : sur opérations de gestion, sur opérations en capital et reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges, sont supprimées. Les produits exceptionnels apparaissent désormais sur une seule ligne, « Total des produits exceptionnels ». Aucun produit exceptionnel n'a été constaté au cours de l'exercice 2025.

- Les rubriques de charges exceptionnelles : sur opérations de gestion, sur opérations en capital et dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions, sont supprimées. Les charges exceptionnelles apparaissent désormais sur une seule ligne « Total des charges exceptionnelles ». Aucune charge exceptionnelle n'a été constatée au cours de l'exercice 2025.

Ce changement de méthode n'a donc pas d'impact significatif sur les comptes de FA.

Hypothèses de base

- Continuité de l'exploitation ;
- Indépendance des exercices.

Permanence des méthodes

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

2.2 Changements de méthodes et de présentation, de modalités d'application

Règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif - Première année d'application – Présentation des comptes annuels

L'application du règlement ANC n°2018-06, obligatoire pour les comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020, peut conduire l'entité à des modifications de présentation de certaines lignes du bilan ou du compte de résultat entre l'année 2020 et l'année 2019.

2.3 Evénements postérieurs à l'arrêté

France Active a traversé une succession de crises depuis 2020 qui l'oblige désormais à œuvrer dans un environnement de plus en plus contraint et incertain.

S'ajoute à ce contexte déjà compliqué, la survenance en février 2026 de la guerre au Moyen Orient.

Toutes choses égales par ailleurs, la continuité de FA n'est pas remise en cause

Toutefois, la situation est évolutive et, à ce stade, il n'est pas possible d'en estimer tous les potentiels impacts.

2.4 Informations à caractère fiscal

L'Association est soumise en partie aux impôts commerciaux uniquement sur le secteur lucratif correspondant aux refacturations intra-groupe et les prestations de formation. Pour ses activités d'utilité sociale et des conditions dans lesquelles ces dernières sont exercées, le SIE ne remet pas en question la non-lucrativité et donc la non-imposition aux impôts commerciaux.

La situation fiscale actuelle de l'association est la suivante :

Nature des impôts	Nature des déclarations à déposer
Impôt sur les sociétés au taux réduit	10% 15% et 24% sur certains produits financiers (Déclaration n°2070)
Impôt sur les sociétés au taux normal	Uniquement sur le secteur lucratif (refacturation et prestations)
Taxe à la Valeur Ajoutée	Soumise à la TVA sur le secteur lucratif et au prorata sur l'ensemble des dépenses
Taxe d'habitation	N/A
CVAE	N/A
CFE	En fonction de la superficie occupée par les sociétés de capitaux
Taxe d'apprentissage	N/A
Taxe sur la formation continue	N/A
Taxe sur les salaires	N/A

L'administration fiscale a considéré que France Active pouvait être considérée comme un organisme d'intérêt général et était en mesure de délivrer des reçus fiscaux ouvrant droit à réduction d'impôt pour ses donateurs.

La sectorisation de l'activité lucrative de gestion des titres

Afin de permettre la gestion de ses participations dans des structures commerciales, sans remise en cause de sa non-lucrativité, l'association a procédé à la sectorisation de la gestion de ses titres de participation. L'activité de gestion de titres n'étant pas prépondérante.

2.5 Informations attestant le respect des conditions fixées par l'agrément des entités solidaires

Au titre de l'article b) de l'article L. 443-3-1 du code du travail, l'association a demandé un agrément en qualité « d'entreprise solidaire ».

En application du dernier alinéa de l'article L. 443-3-1 du code du travail, il convient d'indiquer dans la présente annexe que les conditions fixées pour obtenir cet agrément sont toujours respectées à la fin de l'exercice (nature juridique de l'entité solidaire et niveau de rémunération).

III. NOTES SUR LE BILAN

3.1 Immobilisations incorporelles et corporelles

✧ Cf. Tableaux des immobilisations et Tableaux des amortissements

REGLES COMPTABLES RELATIVES A LA DEFINITION, A LA VALORISATION ET LA DEPRECIATION DES ACTIFS :

Elles sont conformes aux récents règlements du Comité de la Réglementation Comptable.

ABSENCE D'IMMOBILISATIONS DECOMPOSABLES :

L'analyse de chaque catégorie d'immobilisations n'a pas fait ressortir d'immobilisations ayant un caractère décomposable, c'est-à-dire une immobilisation qui possède un ou plusieurs éléments significatifs dont la durée d'utilisation est différente de la structure principale de l'immobilisation.

OPTIONS PRISES POUR LE TRAITEMENT DES ACTIFS :

NATURE DES ACTIFS	ENTITE NON CONCERNEE (1)	INSCRIPTION A L'ACTIF	COMPTABILISATION EN CHARGES
Droits de mutation, honoraires, commissions ou frais d'actes sur immobilisations incorporelles et corporelles	X		
Droits de mutation, honoraires, commissions ou frais d'actes sur immobilisations financières	X		
Coûts de développement		X	
Coûts d'emprunt liés à l'acquisition d'actifs	X		
(1) : France Active n'était pas concernée par cette catégorie d'actif en 2010, l'option n'a pas été prise			

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

MODALITES D'AMORTISSEMENT RETENUES :

L'association ne dépassant pas les seuils de présentation simplifiée de l'annexe comptable (total du bilan, montant net des ressources, nombre moyen de salariés permanents employés au cours de l'exercice) et n'ayant pas d'immobilisations décomposables, il a été fait usage de la mesure de simplification comptable relative aux amortissements des immobilisations non décomposables. Cette mesure consiste à retenir, dans les plans d'amortissement de ce type d'immobilisations, la durée d'usage, au lieu de la durée réelle d'utilisation.

Par ailleurs, compte tenu de la politique d'utilisation maximale des immobilisations avec une mise au rebut des immobilisations obsolètes, des durées d'amortissements retenues, aucune valeur résiduelle n'a été prise en compte dans les bases d'amortissement.

Les amortissements pour dépréciation sont donc calculés suivant le mode linéaire (L) ou le mode dégressif (D). Conformément au Plan comptable, le mode linéaire a été appliqué à défaut d'un mode d'amortissement plus adapté. Les taux pratiqués sont les suivants :

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	MODE (L/D)	DUREE
Autres immobilisations incorporelles – Logiciels	L	1 à 5 ans
Installations générales agencements, aménagements divers	L	5 à 10 ans
Matériel de bureau	L	3 à 5 ans

COMPTES ANNUELS AU 31/12/2025

Matériel informatique	D	3 à 5 ans
Mobilier	L	5 à 10 ans

Participations

✧ Cf. Tableaux des immobilisations financières

Le poste « Participations » comporte principalement, à la fin de l'exercice, les titres détenus dans le capital de la S.A.S. FRANCE ACTIVE INVESTISSEMENT et celui de la S.A. FRANCE ACTIVE GARANTIE.

Il convient de noter que la dotation de la Caisse des Dépôts et Consignations pour l'acquisition des titres de la S.A.S. FAI. figure en fonds associatif avec droit de reprise pour respecter les termes de l'acte. En revanche, les dons obtenus et affectés à l'acquisition de ces mêmes titres sont inscrits dans les fonds associatifs sans droit de reprise.

Lignes de Garanties

✧ Cf. Tableaux des immobilisations financières

GARANTIE FAG

La garantie FAG est un outil d'intervention qui a pour objectif de lutter contre l'exclusion bancaire via la mise en place de garanties d'emprunts. Les garanties sont proposées par France Active et un AT mais elles sont délivrées par la société FAG.

Cet outil est financé sur fonds propres ou via des subventions.

Les dotations versées par l'association France Active à la société FAG sont inscrites à l'actif en immobilisations financières. Les financements affectés sont inscrits au Passif en fonds associatifs avec ou sans droit de reprise.

Pour permettre de traduire en comptabilité la situation juridique des engagements contractualisés auprès de FAG et des risques pris en matière de garanties, l'association France Active comptabilise en charges, les sinistres et les commissions BPI, provisionne les défaillances et constate les produits financiers générés par les dépôts auprès de FAG. Pour être cohérent avec l'inscription en immobilisations financières des dotations des lignes de garantie, les pertes et les dépréciations liées sont de nature financière.

GARANTIE FRANCE ACTIVE

L'outil « Garantie FA » a été mis en œuvre avant la création de la société FAG. Les garanties étaient directement délivrées par l'association France Active.

Les lignes de garanties sont mises en œuvre avec les AT et leurs partenaires. La co-dotation France Active est financée sur fonds propres. Les co-dotations des AT et de leurs partenaires sont inscrites au passif du bilan en compte 165 - Dépôts. Il n'y a aucune inscription à l'actif en immobilisations financières. La contrepartie est la trésorerie reçue et l'engagement hors bilan de FA (sa co-dotation).

L'annexe des comptes annuels fournit ci-après (en partie 3) une information sur les engagements hors bilan de France Active vis-à-vis des garanties accordées.

L'outil financier Garantie France Active est couvert par des financements propres, l'enregistrement des pertes et des provisions impacte le résultat de l'association France Active.

Contrats d'apports associatifs

✧ Cf. Tableaux des immobilisations financières

Le « Contrat d'Apport Associatif » est un outil d'intervention qui a pour objectif de renforcer les fonds propres d'associations d'utilité sociale créant ou pérennisant des emplois ... » (destiné à financer les investissements et le besoin en fonds de roulement liés à la création ou au développement de l'association bénéficiaire). Il consiste en l'octroi d'un apport en fonds associatif avec droit de reprise mise en place directement par France Active (initialement) ou via son Réseau France Active.

Inscrits en immobilisations financières, les contrats d'apport ont pour contrepartie, au passif en fonds associatifs, des subventions et des contrats d'apports faisant l'objet de conventions de financement. Il convient de noter que certains contrats d'apport ont été consentis sur les fonds propres de l'association France Active.

Concernant les pertes et les dépréciations sur ces outils d'intervention, considérés comme non renouvelables par l'association France Active, la règle générale présentée ci-avant s'applique :

- Les dépréciations et les pertes sur les contrats d'apports consentis sur fonds propres impactent le résultat de l'association.
- Pour les contrats d'apport financés par des fonds associatifs avec droit de reprise, l'irrecouvrabilité (perte) ou la dépréciation ont pour contrepartie directe la consommation des fonds associatifs les finançant (inscrits au passif), sans utilisation de comptes de charges (perte / dotation provision) ou de produits (reprise provision). Depuis 2010, l'évaluation des dépréciations sur les contrats d'apport associatifs a été affinée, notamment sur les contrats d'apport co-dotés. Ainsi, ces contrats ont été provisionnés sur la base du rapport entre la co-dotation versée par FA et le total des co-dotations reçues par le Fonds territorial gestionnaire des contrats d'apport.

3.2 Fonds associatifs, Réserves, Résultats

✧ Cf. Tableaux de variation des fonds associatifs et autres fonds

France ACTIVE a bénéficié, dans le cadre du dispositif PRS (Prêt Relève Solidaire), de nouveaux fonds associatifs avec droits de reprise pour un montant total de 6 842 K€.

Ces fonds sont restituables au terme de la convention soit au plus tard le 30 juin 2025, déduction faite du montant des sinistres éventuels,

Le droit de reprise pourra être exercée en cas d'utilisation des fonds non conforme à l'objet défini dans la convention (article 3) ou en cas de dissolution de l'association France ACTIVE.

3.3 Emprunts et dettes financières diverses

✧ Cf. Etat des échéances des dettes

Dans le cadre de l'activité de garantie qui était initialement réalisée directement par l'association France Active, sont regroupés dans le poste « emprunts et dettes financières » :

Les cautions pour mutualisation des sinistres : Dans ce compte de mutualisation était inscrit l'ensemble des sommes retenues aux contractants de prêts lors de l'accord de garantie par France Active.

Les dépôts des associations territoriales pour la constitution des fonds de garantie : Il s'agit de l'ensemble des dotations au fonds de garantie, augmentées des intérêts arrêtés au 31 décembre et nettes des sinistres éventuels et des commissions BPI.

3.4 Provisions inscrites au bilan

✧ Cf. Tableaux des provisions inscrites au bilan

Les provisions pour dépréciation des autres immobilisations financières

Elles concernent les immobilisations découlant des activités financières effectuées sur fonds propres de l'association. Le traitement comptable de ces provisions pour dépréciation a été ci avant exposé (§ 1.2 et 2.2).

Les provisions pour risques et charges

La comptabilisation des provisions pour risques et charges a été effectuée dans le respect du règlement ANC 2018-06 et des conditions stipulées par le Plan Comptable Général du règlement CRC n°2000-06 relatif aux passifs et aux provisions pour risques et charges.

Les provisions pour risques et charges s'analysent en :

- Provision relative à l'activité de garantie gérée par France Active en direct. La provision est évaluée à 100 % du risque final pouvant être supporté par France Active, dès que les organismes bancaires informent l'association des difficultés de recouvrement sur les prêts bancaires garantis (notations des risques encourus).
- Provisions sur les lignes de garantie gérées par le Crédit Coopératif au titre des E.T.T.I. en partenariat avec les organismes C.N.E.I. et C.O.O.R.A.C.E. : France Active prend en charge 12,5 % des sinistres constatés.
- Une provision est dotée à concurrence de 12,5% du plafond de risque sur les encours douteux signalés par le Crédit Coopératif et ce, dans la limite de 143 871 € par garantie accordée.
- Provision pour risque sur la subvention accordée par le FSE pour l'exercice 2020 et 2019 a été constituée à hauteur de 20% du montant contractualisé. La provision sur les subventions FSE Professionnalisation 2016 à 2018 s'élève à 20% du montant compte tenu de l'état d'avancement de traitement des subventions.
- La programmation FSE 2021-2022.
- La programmation Acces + V1 et V2.
- La provision pour indemnité de fin de carrière.

3.5 Fonds dédiés

✧ Cf. Tableaux de suivi de fonds dédiés

A la clôture de l'exercice, la partie des ressources affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pu encore être utilisée est inscrite en charges en « engagements à réaliser sur ressources affectées » et au passif du bilan en « fonds dédiés ». Les sommes inscrites sous la rubrique « fonds dédiés » sont reprises en produits au cours des exercices suivants, au rythme de réalisation des engagements, par le crédit du compte « report des ressources non utilisées des exercices antérieurs ».

Avec cette technique, les ressources non consommées sont « neutralisées » dans le compte de résultat et ne sont donc pas des éléments constitutifs d'excédents.

3.6 Dettes

✧ Cf. Etat des échéances des dettes et Détail des dettes et des charges à payer

Principalement, nous relevons :

- Le poste « Dettes fournisseurs » qui enregistre les factures d'achats non réglées au 31 décembre 2025 et les factures fournisseurs non reçues, mais qui concernent des dépenses qui sont à rattacher à l'exercice clos,
- Le poste « Dettes fiscales et sociales » comporte essentiellement les impôts commerciaux,

Le poste « Autres dettes » regroupe essentiellement des billets à ordre, des remboursements à effectuer à des financeurs, aux structures partenaires dans le cadre des activités menées, le provisionnement des loyers, ainsi que des subventions à verser aux AT.

3.7 Créances

✧ Cf. Etat des échéances des créances et Détail des créances et des produits à recevoir

Principalement, nous relevons :

- Les subventions publiques et privées restant à recevoir,
- Les créances sur les structures partenaires (FAG, FAFI, FAI)

IV. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

4.1 Méthode retenue pour la comptabilisation des cotisations

Les cotisations appelées par l'association France ACTIVE correspondent à des cotisations sans autre contrepartie que la participation à l'assemblée générale et la réception de publication. Elles sont comptabilisées en produit sur la base de l'appel de cotisation annuel réalisé.

4.2 Participation aux frais de fonctionnement du groupement d'employeurs GEFA

✧ Responsabilité et solidarité entre membres du groupement

France Active, membre utilisateur adhérent du groupement d'employeurs, est responsable, pour chaque salarié mis à disposition, des conditions d'exécution du travail telles que déterminées par les dispositions légales en vigueur, la convention collective applicable au sein

du Groupement (durée du travail, repos hebdomadaire, jours fériés et liés à la réduction du temps de travail, à l'hygiène et à la sécurité, accidents du travail...). Conformément à la loi du 25 juillet 1985, tous les membres du Groupement sont solidairement responsables des dettes salariales et sociales du Groupement.

✧ Incidences comptables et impact sur la présentation des comptes annuels

Compte tenu de la responsabilité vis-à-vis des salariés et de la solidarité qui demeurent à l'égard des membres d'un groupement d'employeurs utilisateurs (cf. ci-dessus), les contributions financières versées à GEFA ont été ventilées et inscrites dans les comptes de France Active en fonction de la nature des dépenses couvertes.

Ces modalités d'enregistrement ont pour conséquence de ventiler la contribution versée par chaque membre du groupement, à raison de l'utilisation réelle des moyens humains mis à sa disposition et des coûts réels supportés par le groupement, dans le poste « Autres achats et Charges externes » du compte de résultat.

✧ Répartition des frais de fonctionnement

La répartition des frais de fonctionnement du groupement d'employeurs, pour l'exercice, entre France Active, FAI, FAG et FAFI a été effectuée, conformément aux statuts et au règlement intérieur du groupement, et selon des modalités fixées lors des réunions de ses organes directeurs. France Active, FAI, FAG et FAFI ont pris acte de cette répartition.

4.3 Traitement des participations aux frais communs

✧ Cf. Etat des principales ressources d'exploitation de l'association - Tableaux de variation des fonds associatifs et autres fonds -

Avec ses outils techniques et juridiques (FAG, FAI, FAFI), France Active partage des moyens techniques et des locaux. A ce titre, l'association reçoit des participations de frais commun réglées à l'euro des structures FAI, FAG et FAFI. Ces participations sont inscrites dans le poste « autres produits d'exploitation ».

4.4 Traitement des conventions de financement

✧ Cf. Etat des principales ressources d'exploitation de l'association

LES SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT : Elles sont comprises dans les produits de l'association lorsque cette dernière a reçu une notification d'un partenaire financier et/ou une convention de financement a été signée entre les parties. Dans le cas où il existerait des conditions suspensives, les subventions ne sont enregistrées en produits qu'à la levée de ces conditions.

Les subventions de fonctionnement accordées pour plusieurs exercices à l'association sont réparties en fonction des périodes ou étapes d'attribution définies dans la convention, ou à défaut prorata temporis. La partie rattachée à des exercices futurs est inscrite en « produits constatés d'avance ».

Les subventions de fonctionnement permettent de financer notamment :

L'ACTIVITE TETE DE RESEAU - Les actions d'expérimentation, de formation, d'animation et de mise en place outils et de démarches, les missions d'accompagnement et d'expertise sont

financées par des subventions de fonctionnement de divers partenaires dont le Fonds Social Européen à qui il est communiqué annuellement un bilan des activités exercées. Les dépenses et les financements liés à ces actions sont intégralement inscrits dans le compte résultat.

L'ACTIVITE DU RESEAU - France Active est signataire de la convention cadre de gestion du fonds de garantie d'Etat, le FOGEFI, avec l'Etat et France Active Garantie. France Active contribue au développement du fonds de garantie par la mobilisation de son réseau dans le cadre de l'activité d'accompagnement des entrepreneurs engagés. A ce titre, elle reçoit des frais d'expertise sous forme de subvention qu'elle reverse intégralement au Fonds de Contribution du Réseau. Ce fonds rétribue les Associations territoriales, membres du réseau France Active, sous forme de barème. Ce barème, mis en place en 2018, rétribue les Associations territoriales en fonction des projets accompagnés et non en fonction des produits mis en place : plus le projet est engagé ou complexe, meilleure est la rémunération.

4.5 Le traitement des dons manuels

Les dons manuels, sommes d'argent reçues par l'association, sont en produits d'exploitation, l'association recevant régulièrement des dons manuels.

Pour le rattachement de ces produits à l'exercice, la règle de comptabilisation est fonction de la période de réception (dons encaissés – cohérence avec l'émission des reçus fiscaux) ou de la période inscrite dans les conventions de mécénat signées, des accords sur l'octroi des dons.

Les autres dons manuels perçus par l'association au cours de l'exercice 2020 n'étaient pas affectés à un projet déterminé. Ils n'ont donc pas été comptabilisés en apport mais enregistrés directement en compte de résultat.

4.6 Contributions volontaires

Les contributions volontaires sont des actes par lesquels une personne physique ou morale fournit à titre gratuit à une association, un travail, des biens ou autres services. Les contributions volontaires en nature n'entraînent pas de flux financiers puisqu'elles sont gratuites.

En 2025, France ACTIVE a comptabilisé des contributions volontaires en nature pour un montant total de 22 930 €.

Elles sont relatives à :

- Bénévolat pour un montant de 12 667,68 euros
- Prestations en nature pour un montant de 42 135,57 euros

4.7 Opérations Exceptionnelles

Cf. Tableaux détail produits et charges exceptionnels

V. AUTRES INFORMATIONS

5.1 Engagements hors bilan

ENGAGEMENTS DONNES HORS BILAN – ACTIVITES DE GARANTIE

✧ Cf. Tableau des engagements Hors Bilan.

Pour les lignes de garantie gérées en direct par France Active : les engagements donnés hors-bilan découlent des conventions de constitution de fonds de garantie dans lesquelles France Active s'est engagée à mobiliser sur ses fonds propres des dotations pour la création de lignes en partenariat avec des relais locaux.

Pour l'activité de garantie par l'intermédiaire de la SA France Active Garantie : les engagements donnés hors-bilan proviennent des conventions tripartites pour les dotations de lignes de garantie logées chez FAG. En effet, France Active ne verse sa quote-part de dotation que lorsque le partenaire a versé la sienne.

Pour l'activité de contre-garantie au titre des E.T.T.I. France Active a un engagement maximal de 12,5 % du risque global des garanties délivrées par la B.F.C.C. dans la limite de 143 871 € par garantie accordée (COORACE et CNEI).

Il est rappelé que des provisions pour risques et charges sont dotées pour concrétiser les appels en garantie éventuels identifiés au 31/12/2025.

ENGAGEMENTS DONNES HORS BILAN – CONTRATS D'APPORT :

✧ **Cf. Tableau des engagements Hors Bilan**

Ces engagements concernent les droits de tirage alloués aux associations territoriales afin que ces derniers puissent accorder des contrats d'apports sous condition de retour à leur public.

ENGAGEMENTS REÇUS HORS BILAN – GARANTIE BANCAIRE AUTONOME A 1ERE DEMANDE-CREDIT COOPERATIF :

✧ **Cf. Tableau des engagements Hors Bilan**

Le Crédit Coopératif s'est engagé à verser à première demande du bailleur de France Active toute somme dont ce dernier exigerait pour le paiement d'un montant correspondant qui représenterait au maximum un quart du loyer annuel HT et hors charges.

ENGAGEMENTS PRIS EN MATIERE D'INDEMNITE DE FIN DE CARRIERE :

Le groupement d'employeurs GEFA a calculé au 31 décembre 2025 via la méthode dite du corridor une provision pour Indemnité de Fin de Carrière (IFC) s'élevant dans sa globalité à 83 400 euros. La quote-part de FA sur 2025 pour les engagements pris par le GEFA a été comptabilisée à hauteur de 42 609 euros.

L'IFC résulte du calcul de la probabilité de présence des collaborateurs en CDI au sein du GEFA au moment de leur départ à la retraite. Les éléments pris en compte sont la table de mortalité, le turn-over (moyenne des turn-over des 5 dernières années / Personnes en CDI / sortie à l'initiative du salarié uniquement) et le montant des droits à indemnités.

DEPOTS DE GARANTIE LOCAUX MONTREUIL

Nous avons versé un dépôt de garantie de 145 K€ à la société IRAF pour les locaux de l'Association situés à Montreuil.

5.2 Commissaires aux comptes

HONORAIRES COMMISSAIRES AUX COMPTES :

Contrôle légal des comptes : 20,1 K€ HT.

ANNEXES

Immobilisations

FA

Période du 01/01/25 au 31/12/25
Edition du 27/03/26
Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations par réévaluation	Acquisitions apports, création virements
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles	9 970 293		1 756 098
TOTAL immobilisations incorporelles :	9 970 293		1 756 098
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel			
Installations générales, agencements et divers	688 798		
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique et mobilier	51 645		19 103
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL immobilisations corporelles :	740 443		19 103
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			
Participations évaluées par mises en équivalence			
Autres participations	9 422 155		
Autres titres immobilisés	457		
Prêts et autres immobilisations financières	12 307 210		517 916
TOTAL immobilisations financières :	21 729 823		517 916
TOTAL GÉNÉRAL	32 440 558		2 293 118

RUBRIQUES	Diminutions par virement	Diminutions par cessions mises hors service	Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations légales
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement				
Autres immobilisations incorporelles		902 485	10 823 907	
TOTAL immobilisations incorporelles :		902 485	10 823 907	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales				
Install. techn., matériel et out. industriels			688 798	
Inst. générales, agencements et divers				
Matériel de transport				
Mat. de bureau, informatique et mobil.		19 103	51 645	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :		19 103	740 443	
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations mises en équivalence				
Autres participations			9 422 155	
Autres titres immobilisés			457	
Prêts et autres immo. financières		3 176 750	9 648 377	
TOTAL immobilisations financières :		3 176 750	19 070 989	
TOTAL GÉNÉRAL		4 098 338	30 635 338	

Amortissements

FA

Période du 01/01/25 au 31/12/25
Edition du 27/03/26
Devise d'édition EURO

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement.				
Autres immobilisations incorporelles	7 095 156	1 128 468		8 223 624
TOTAL immobilisations incorporelles :	7 095 156	1 128 468		8 223 624
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales				
Installations techn. et outillage industriel				
Inst. générales, agencements et divers	218 056	68 880		286 936
Matériel de transport				
Mat. de bureau, informatique et mobil.	51 127	259		51 386
Emballages récupérables et divers				
TOTAL immobilisations corporelles :	269 183	69 139		338 321
TOTAL GÉNÉRAL	7 364 338	1 197 607		8 561 946

VENTILATIONS DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles	1 128 468		
TOTAL immobilisations incorporelles :	1 128 468		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel			
Installations générales, agencements et divers	68 880		
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique et mobilier	259		
Emballages récupérables et divers			
TOTAL immobilisations corporelles :	69 139		
Frais d'acquisition de titres de participations			
TOTAL GÉNÉRAL	1 197 607		

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute fin exercice
TITRES DE PARTICIPATIONS	9 422 155			9 422 155
FAI	4 647 332			4 647 332
FAG	4 752 275			4 752 275
SA REPLIC				
INSERTION 62	7 622			7 622
SCA	14 925			14 925
Autres Titres immobilisés	457			457
Prêts	20 925			20 925
Autres immobilisations financières	12 286 285	4 508	2 663 342	9 627 452
Prêts d'honneur	179 257			179 257
Dépôts	142 889	4 508		147 397
Lignes de gar. chez FAG - Ligne FA				
Lignes de gar. chez FAG - Co-dotations FT	865 806		117 717	748 089
Lignes de gar. chez FAG - St Martin	230 000			230 000
Lignes de gar. chez FAG - PACA				
Lignes de gar. chez FAG - FA MACIF	(2 451)			(2 451)
Lignes chez FAG - FA CHAMPAGNE ARD.	188 482			188 482
Lignes de gar. chez FAG - FA FAPE EDF	(3 636)			(3 636)
Lignes de gar. chez FA - FA MACIF	545 797			545 797
BPS FDG A				
Contrats apports alloués par FA via FT				
Contrats apports alloués par FA ou via FT E				
Co-dotations de contrats d'apport des FT	2 825 181			2 825 181
Contrats d'apport FT - IDF	2 807 000			2 807 000
Contrats d'apport ANSP				
Contrats d'apport FA/FT KLESIA				
Contrats d'apport Rhône Alpes Active				
Contrats d'apport PRS	3 734 600		2 274 131	1 460 469
Contrats d'apport DASESS	393 361		271 495	121 866
Contrat d'apport FP/Auvergne	300 000			300 000
CAA FA DOM TOM	80 000			80 000

TOTAL GÉNÉRAL	21 729 822	4 508	2 663 342	19 070 989
---------------	------------	-------	-----------	------------

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute fin exercice
Provisions réglementées				
Provisions pour risques et charges	3 047 388	1 417	9 051	3 039 754
Pour Litiges				
Pour reversement de subventions	2 830 268		8 526	2 821 742
Sur opérations de garantie	175 928		524	175 403
Pour engagement pris par le GEFA	41 192	1 417		42 609
Dépréciations	2 411 349		3 393	2 407 956
Des immos incorporelles				
Des immos corporelles				
Des titres de participation				
Des autres immos Fi avec dotation	475 284		3 393	471 890
Des autres immos Fi avec reprise des	1 936 066			1 936 066
Fonds Associatifs				
Des autres créances				
Autres dépréciations				
TOTAL GÉNÉRAL	5 458 738	1 417	12 444	5 447 710
Dont dotations :				
D'exploitation	41 192	1 417		42 609
Financières	5 417 545		12 444	5 405 101
Exceptionnelles				

État des Échéances des Créances et Dettes

FA

Période du 01/01/25 au 31/12/25
Edition du 27/03/26
Devise d'édition EURO

ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	20 925		20 925
Autres immobilisations financières	9 627 452		9 627 452
TOTAL de l'actif immobilisé :	9 648 377		9 648 377
DE L'ACTIF CIRCULANT			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	799 182	799 182	
Créance représent. de titres prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
État - Impôts sur les bénéfices			
État - Taxe sur la valeur ajoutée	151 825	151 825	
État - Autres impôts, taxes et versements assimilés	61 456	61 456	
État - Divers	11 780 281	11 780 281	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	7 224 346	7 224 346	
TOTAL de l'actif circulant :	20 017 090	20 017 090	
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	371 164	371 164	

TOTAL GÉNÉRAL	30 036 630	20 388 254	9 648 377
----------------------	-------------------	-------------------	------------------

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des établissements de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus d' 1 an à l'origine	1 500 000		1 500 000	
Emprunts et dettes financières divers	395 788		395 788	
Fournisseurs et comptes rattachés	729 968	729 968		
Personnel et comptes rattachés	14	14		
Sécurité sociale et autres organismes				
Impôts sur les bénéfices	31 823	31 823		
Taxe sur la valeur ajoutée	123 461	123 461		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés				
Dettes sur immo. et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	4 435 967	4 435 967		
Dette représentat. de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	6 883 138	6 883 138		

TOTAL GÉNÉRAL	14 100 159	12 204 370	1 895 788	
----------------------	-------------------	-------------------	------------------	--

FRANCE ACTIVE

COMPTES ANNUELS AU 31/12/25

ANNEXE

Détail des dettes et charges à payer

	Exercice 2025	Exercice 2024
Fournisseurs	649 935	590 494
Fournisseurs - factures non parvenues	80 033	42 131
Dettes fiscales et sociales	155 298	400 412
- dettes salariales (notes de frais)		
- Etat IS/TVA/CVAE/CFE	155 298	400 412
- FSE		
Autres dettes	4 435 967	5 752 806
- barème FCAR à verser aux FT	523 448	949 791
- subventions FINES à verser aux FT	7 500	7 500
- subventions fonds de confiance à verser		
- subventions expertises TPE	5 250	5 250
- aides remboursables FIDESS à reverser		
- Remboursements subventions non utilisées		
- dettes sur entités partenaires affiliés (GEFA / FAG / SIFA / FAFI)		42 000
- Billet à ordre / NATIXIS et autres		
- autres dettes	3 899 769	4 748 265
TOTAUX	5 321 232,00	6 785 842,35

FRANCE ACTIVE	COMPTE ANNUEL AU 31/12/2025	ANNEXE
----------------------	------------------------------------	---------------

Détail des créances et des produits à recevoir

	Exercice 2025	Exercice 2024
Usagers et comptes rattachés		42 000,00
- factures à établir		42 000,00
Autres créances	18 847 962	12 746 810
- subventions à recevoir (FSE / DGCS / CDC ...)	11 780 281	7 394 057
- produits à recevoir (FCS - Frais expertise)	4 449 508	2 634 389
- rémunérations sur les produits solidaires (FCP IE / FCP IEE / FCP IES)	-	-
- créances sur entités partenaires affiliés (GEFA / FAG / FAI / FAFI)	-	-
- dons à recevoir	-	-
- autres créances	785 510	570 547
- avoir à recevoir	-	-
- autres créances FCAR	1 755 881	2 100 000
- Avances et acomptes sur commandes	76 782	47 817
TOTAUX	18 847 962	12 788 810

Charges et Produits Constatés d'Avance

FA

Période du01/01/25au 31/12/25

Edition du27/03/26

Devise d'éditionEURO

RUBRIQUES	Charges	Produits
Charges ou produits d'exploitation	371 164	6 883 138
Charges ou produits financiers		
Charges ou produits exceptionnels		
TOTAL	371 164	6 883 138

Tableau de variation des fonds associatifs et autres fonds

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute fin exercice
Fonds Associatifs sans droit de reprise	3 702 098			3 702 098
Réserves	9 624 346	115 566		9 739 912
Report à nouveau	5 196 912	116 873		5 313 786
Résultat de l'exercice	232 439	193 909	232 439	193 909
Fonds Associatifs avec droit de reprise	19 789 093	9 903 033	923 500	28 768 626
Ecart de réévaluation	17 031			17 031
Total Fonds Associatifs	38 561 919	10 329 381	1 155 939	47 735 362

Détails des fonds associatifs sans droit de reprise

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute fin exercice
Dévolution de l'Association SCAFEM	129 582			129 582
Dévolution de l'Association SOCAUMAD	304 898			304 898
Dévolution de l'Association SOCAUMEUBLE	22 867			22 867
Apport CDC pour Fonds de Trésor	305 000			305 000
Fonds pour Aug. de capital FAI (dons)	1 577 751			1 577 751
Apport CDC pour redot. des fds territoriaux	532 000			532 000
Apport CAP JEUNES				
Apport Fds Innovation	830 000			830 000
Total Fonds Associatifs SDR	3 702 098			3 702 098

Détails des réserves affectées

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute fin exercice
Réserve contribution à l'action du réseau	927 447,68	115 566		1 043 013,68
Réserve pour risque sur l'emploi	1 280 000			1 280 000
Réserve pour garanties accordées	3 200 000			3 200 000
Réserve pour fonds de roulement	2 400 000			2 400 000
Réserve pour désengag contractuel	1 000 000			1 000 000
Fonds de réserve spécifique "Postes Fines"	312 000			312 000
Réserve facultative	504 898			504 898
Report à nouveau	5 196 912	116 873		5 313 786
Total Réserves affectées	14 821 258	232 439		15 053 698

Détails des fonds associatifs avec droit de reprise

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute fin exercice
Apport CDC	2 000 000	9 903 033		11 903 033
Apport IPCA	150 000			150 000
Apports PRS - Fond. France, MACIF, BNPP	7 765 450		923 500	6 841 950
Fds pour aug. capital FAI (Apports / Subv)	2 286 738			2 286 738
Fds pour Lignes de Garantie MACIF	322 489			322 489
Fds pour Lignes de Garantie ANSP	22 964			22 964
Fds de Contrats d'apport CDC	7 193 980			7 193 980
Fds de Contrats d'apport CDC - EJ				
Fds de Contrats d'apport IDF - codotations	2 770 000			2 770 000
Fds de Contrats d'apport RA				
Fds de Contrats d'apport ANSP				
Fds pour Lignes de Garantie BPS				
Avance Trésorerie FT	200 000			200 000
Apport KLESIA				
Apport FAPE EDF				
Total Fonds Associatifs ADR	22 711 621			31 691 154
Conso Fds Contrats apport CDC	1 226 956			1 226 956
Conso Fds Contrats apport CDC - EJ				
Conso Fds Contrats apport IDF	110 230			110 230
Conso Fds Contrats apport RA				
Conso Fds Contrats apport ANSP				
Total Consommation Fonds	1 337 186			1 337 186

VARIATION DES FONDS DEDIES ISSUS DE

		A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
				Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation (1)								
Contributions financières d'autres organismes (1)								
Ressources liées à la générosité du public (1)								
	TOTAL							

(1) Les lignes sont à ventiler par projet ou catégorie de projet

FRANCE ACTIVE	COMPTES ANNUELS AU 31/12/2025	ANNEXE
---------------	-------------------------------	--------

Subventions d'investissements

	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
	Montant global	Augmentation	Diminution	Montant global
Subvention d'investissement <i>DGEFP</i>	413 819,00		89 635,19	324 183,81
TOTAL Montant nominal		-		
TOTAL Quotes-parts virées au résultat			89 635,19	

FRANCE ACTIVE		
COMPTES ANNUELS AU 31/12/2025		ANNEXE
Etat des principales ressources d'exploitation de l'association		
	Exercice 2025	Exercice 2024
Cotisations des membres	15 690	21 050
Dons manuels	814 240	775 733
FCP Partage	114 240	75 733
MIROVA	700 000	700 000
Contributions et soutiens affectés	1 893 083	2 194 860
CAP JEUNES NATIONALE	0	0
CAP JEUNES FAPE	0	-48 300
Fonds de confiance	0	0
FCAR - Fonds de Contribution au Réseau	1 755 881	2 100 000
ZRR	0	0
Place de l'émergence	23 902	143 160
Pacte création jeunes	113 300	0
PRS	0	0
DASESS	0	0
Subventions publiques - Etat	3 956 646	4 754 583
DGEFP	0	672 322
DGCS	40 000	40 000
MINEFI	0	300 000
DEETS	0	0
FCS	1 495 913	1 436 183
CRDLA	204 916	235 000
MAYOTTE	70 000	90 000
CGET	0	0
MOM	625 479	394 521
CNAV	160 197	39 803
HCESSIS	0	0
Prefecture de GUYANE	0	0
Collectivité territoriale de Guyane	0	0
Ministère de la Jeunesse et des sports	0	0
CANGT	0	0
Région Occitanie	0	0
ETAT	1 360 141	1 546 755
Conseil régional de Guadeloupe	0	0
CACL	0	0
Subventions publiques - Entreprises publiques	3 575 966	3 631 883
CDC	1 725 966	1 781 883
AFE	0	0
FCT	1 850 000	1 850 000
BPI	0	0
ANCT	0	0
FA MPA	0	0
Subventions Entreprises et organismes privés	611 381	756 609
Fondation CARREFOUR	0	0
Fondation DUVAL	3 300	3 300
Fondation EDF	28 816	1 184
Fondation MACIF	80 000	120 000
Fondation ENGIE	15 000	45 000
Maif Solfi	115 000	94 780
BNP	100 000	100 000
CAP'JEUNE (gestion dossier)	0	0
FAPE EDF	257 500	278 559
AZI	0	0
KLESIA	0	0
OCVIA	0	0
Fondation AVRIL	0	0
AGESICA	0	0
MALAKOFF MEDERIC	0	0
HUMANIS	0	0
ZRR	0	0
MACIF SGAM	0	0
MAIF	11 765	113 785
Fondation de France	0	0
Danone	0	0
BDF	0	0
CCOP	0	0
AG2R	0	0
Subventions publiques -Europe	1 369 459	1 451 739
Fonds Social Européen	1 369 459	1 451 739
Vises	0	0
Produits divers	2 676 842	2 616 666
Dont refacturations frais locatifs	807 290	812 972
Dont refacturations frais de structures	1 399 715	1 270 836
Redevance SI (FAG,FAI)	380 202	416 327
Prestations de service, dont formation	0	17 831
Prestations de service Humanis	0	0
Prestations de service Natixis Investment Managers International	0	0
Ports et autres produits des activités annexes	0	0
Refacturation honoraires	0	0
Refacturation voyages et déplacements	0	0
Subvention d'investissement	89 635	98 700
Produits de gestion courante	0	0
TOTAUX	14 913 306	16 203 123

FRANCE ACTIVE		
COMPTES ANNUELS AU 31/12/2025		ANNEXE
Subventions accordées - Outils d'intervention ES / FIDESS		
Subventions accordées par France Active	Exercice 2025	Exercice 2024
Subventions accordées et affectées au programme d'actions ES		
Subventions accordées et affectées au programme d'actions FDC		
Subventions accordées autres	1 072 168,00	1 215 389,00
Subventions accordées et affectées au programme d'actions TPE		
TOTAUX	1 072 168,00	1 215 389,00

FRANCE ACTIVE		
COMPTES ANNUELS AU 31/12/2025		ANNEXE
Engagements hors bilan		
Engagements donnés au 31/12/2025		Montant
Avals, cautions et garanties		143 871,00
Activité de garantie gérée en direct par France Active		
Activité de garantie par l'intermédiaire de la SA France Active Garantie		
Activité de contre-garantie au titre des E.T.T.I.		143 871,00
Engagements de crédit-bail mobilier		
Engagements de crédit-bail immobilier		
Engagements en matière de pensions, retraites et assimilés		42 608,93
<input checked="" type="checkbox"/> ce montant est entièrement comptabilisé en provisions pour risques et charges		
<input type="checkbox"/> ce montant est comptabilisé en partie pour :		
<input type="checkbox"/> ce montant n'est pas comptabilisé		
Autres engagements donnés		
Droits de tirage alloués aux fonds territoriaux sur contrats d'apport		
Engagements reçus au 31/12/2025		Montant
Avals, cautions et garanties		91 500,00
Garantie bancaire à 1ère demande du Crédit Coopératif pour règlement Loyers		91 500,00
Autres engagements reçus		
Contre-garantie BPI sur l'activité de garantie gérée en direct par France Active		
Contre-garantie sur l'activité de garantie par l'intermédiaire de la SA France Active Garantie		